

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 39
JEUDI 18 DÉCEMBRE 1969

A qui sert le crime de Milan ?



LA PESTE BRUNE A FRAPPÉ

au pouvoir bourgeois et au fascisme !

- POUR BRISER
LE MOUVEMENT POPULAIRE
- POUR RÉPRIMER
LES MARXISTES-LÉNINISTES



“ LE CLIMAT DE VIOLENCES ” C'EST LE POUVOIR ITALIEN AVEC SES FLICS QUI LA CRÉE !

LE PEUPLE ITALIEN FERA ÉCHEC AU COMLOT RÉACTIONNAIRE !



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **C.E.M.S.E., ex Wagear (société de construction électromécanique de Saint-Etienne)** : En grève depuis le 12 novembre, les 300 travailleurs poursuivent l'occupation des lieux de travail.
- **SUD-AVIATION A TOULOUSE** : aux usines de Saint-Eloi et de Blagnac, les 250 ouvriers en grève illimitée depuis le 21 novembre poursuivent leur lutte pour les salaires. Les ouvriers horaires des usines de Saint-Eloi, de Blagnac et de Saint-Martin du Touch continuent leur débrayage journalier de deux heures depuis le 1 décembre pour l'augmentation des salaires.
- **Ets JEUDY (soutapes pour moteurs) A SHIRMECK (Bas-Rhin)** : les métallos poursuivent leur grève.
- **ENTREPRISE DROUARD A PARIS 15** : les grévistes continuent leur lutte.
- **USINE DE LA SOLLAC A FLORANGE (Moselle)** : 24 agents du laboratoire des essais physiques sont en grève depuis 37 jours pour la mensualisation de leur salaire.
- **LYCEE MODERNE ET CLASSIQUE D'ETAMPES (Essonne)** : la quasi-totalité des lycéens du second cycle n'assistent plus aux cours depuis le 2 décembre, cette action avait été précédée d'une grève de la faim de 2 jours pratiquée par 12 élèves. Les lycéens protestent contre l'insuffisance de chauffage, la mauvaise qualité des repas, l'absence d'activité socio-éducative et de bibliothèques, la réduction des heures d'éducation physique (manque de professeurs). Ils demandent le droit de recevoir les journaux nationaux et locaux et la possibilité de réaliser un journal scolaire.

LUNDI 8 DECEMBRE

- **PEUGEOT à SOCHAUX** : nombreux débrayages des ouvriers qui réclament le paiement des journées de « chômage technique ».
- **USINE DE LA SOLLAC A FLORANGE (Moselle)** : grève des ouvriers du train à chaud pour la mensualisation de leurs salaires.
- **AMPHITHEATRE DES SCIENCES ECONOMIQUES DE LILLE** : les étudiants de 3^e année occupent l'amphithéâtre pour protester contre le manque de professeurs. Pour 350 étudiants de 3^e année, il n'y a que 2 maîtres-assistants. Dans les disciplines économie, politique et l'histoire de la pensée économique, les étudiants organisent les cours eux-mêmes car il n'y a pas de professeurs.

MARDI 9 DECEMBRE.

- **PEUGEOT A SOCHAUX** : nouveaux débrayages pour le paiement des journées de « chômage technique ».

- **USINE DE LA SOLLAC** : les grévistes occupent le hall du bâtiment administratif.
- **INSTITUT D'INFORMATIQUE DE LA FACULTE DES SCIENCES A PARIS** : 1.500 étudiants sont en grève. Ils réclament des enseignants et des locaux.
- **A PARIS** : grève des professeurs spéciaux (langues vivantes, discipline artistiques, travail manuel, etc...).
- **LYCEE FAIDHERBE A LILLE** : 250 lycéens des classes préparatoires sur les 400, font la grève des repas lundi et mardi. Ils réclament « le droit effectif d'organiser eux-mêmes leur travail personnel et leurs loisirs ».

MERCREDI 10 DECEMBRE.

- **USINE DE LA SOLLAC A FLORANGE (Moselle)** : grève dans le service de l'écrantage.
- **USINE GILLIER A SAINT-DIZIER** : arrêt de travail pour obtenir une prime de fin d'année.
- **CHAUSSON A GENNEVILLIERS** : 340 ouvriers de l'atelier de peinture décident la grève illimitée pour leur salaire. Des débrayages de solidarité ont lieu dans plusieurs ateliers des usines du groupe Chausson.
- **LYCEE DUMONT-DURVILLE A TOULON** : grève des élèves contre l'épreuve anticipée de français au baccalauréat.
- **LYCEE BONAPARTE A TOULON** : débrayage de 2 h contre l'épreuve anticipée de français au baccalauréat.
- **CINEMA SAINT-LAMBERT, 6, rue Péchet à PARIS-15^e** : un engin explosif détruit les portes et les vitres de cet établissement où devait se tenir une réunion fasciste. La réunion n'a pas eu lieu.

JEUDI 11 DECEMBRE.

- **SUD-AVIATION A SURESNES, COURBEVOIE ET LA COURNEUVE** : débrayages.
- **AIR-FRANCE, AIR-INTER ET U.T.A.** : grève de 24 h des hôtesses et stewards.
- **FACULTE DE DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES DE LYON** : depuis le 27 novembre les étudiants sont en grève, ils réclament un plus grand nombre d'enseignants.
- **RESTAURANT UNIVERSITAIRE DES FENOUILLERES à AIX-EN-PROVENCE** : un groupe de fascistes est mis en déroute par les étudiants révolutionnaires.

VENDREDI 12 DECEMBRE.

- **ALSTHOM A TARBES** : nouveau débrayage de 2 h pour les revendications.
- **AUX CARTONNAGES PERRET A PARIS** : grève pour l'augmentation des salaires.
- **IMPRIMERIE LANG A PARIS 19^e** : depuis mardi débrayage quotidien d'une heure pour la sécurité de l'emploi et l'augmentation des salaires.
- **AEROPORT DE PARIS A ORLY** : débrayage des agents d'escale, du poste de coordination de l'aérogare, du poste de contrôle, de réparations des avions et des hôtesses d'accueil pour leurs revendications.
- **ARSENAL DE CHERBOURG** : contre la liquidation des arsenaux envisagée par le pouvoir des monopoles, malgré un quadrillage de C.R.S., plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté et par leurs mots d'ordres, couvert la voix du réactionnaire Debré, ministre de la Défense Nationale venu pour le lancement du sous-marin « Le Terrible ». 2.000 paysans ont également manifesté dans les rues de la ville pour leurs revendications.
- **INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE LYON** : occupation des locaux administratifs et des bureaux du directeur et du secrétaire général, par une centaine d'étudiants. Ils réclament un fonctionnement paritaire des organes de direction et la libre circulation dans la résidence.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L' "HUMANITÉ-ROUGE"

Total précédent	75.117,78 F	
J.P.	Paris 14 ^e	50,— F
C.D.H.R.	Rennes	120,— F
»	Montpellier	55,— F
I correspondant	Antibes	3,20 F
C.D.H.R. (oct. et nov.)	Aix-en-Provence	96,— F
C.D.H.R.	Toulouse	14,20 F
»	Saint-Maur	225,— F
»	Versailles Nord	30,— F
» fac	Orsay	33,— F
»	Marseille	12,— F
»	Le Mans	309,10 F
P.M.	Paris 17 ^e	20,— F
C.D.H.R.	Clermont-Ferrand	25,— F
»	Paris 17 ^e	100,— F
		76.210,28 F

Arrivée à Pékin d'une délégation des Communistes Marxistes-Léni- nistes de France

Pékin, 7 décembre (Hsinhua) — Sur l'invitation du Comité Central du Parti Communiste Chinois, une délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet est arrivée cet après-midi à Pékin. Elle a été accueillie à l'aérodrome par le camarade Wou Fa-hsien, membre du bureau politique du Comité Central du P.C.C., le camarade Kouo Yu-feng, membre suppléant du Comité Central du P.C.C. ainsi que des responsables des milieux intéressés dont les camarades Chen Kien et Yang Yu-heng.

« AUJOURD'HUI LA CHINE » No 7
EST PARU !
COMMANDEZ :
32, RUE MAURICE RIPOCHE,
PARIS-14e

LUTTONS CONTRE LA FASCISATION !

Ainsi comme nous l'avions dit et écrit à plusieurs reprises déjà, le système capitaliste ne trouvant plus d'autre issue de sortie à son régime décadent, pour se maintenir en place le plus longtemps possible recourt de plus en plus à la répression terroriste et aux méthodes fascistes.

De jour en jour nous parvenons des nouvelles preuves de la fascisation du système qui se prétend libéral, c'est après les violences de l'état policier en 1968, une nouvelle forme de violence plus hypocrite encore, et d'autant plus insidieuse qu'elle se fait par flics en civil ou groupes fascistes U.J.P., S.A.C., etc... organisés légalement. Ce sont les arrestations hebdomadaires sur les marchés (10^e, 11^e, 12^e, 17^e, etc...), ou seuls les diffuseurs de la presse Marxiste-Léniniste sont arrêtés par des flics en civils, cela rappelle pour ceux qui ont vécu les horreurs, les SS et leurs rafles sur les marchés ou aux sorties de cinéma, dans les trains, etc... J'étais sur un marché parisien l'autre dimanche quand un car de flics s'arrête brusquement avec une cinquantaine de matraqueurs à l'intérieur, la moitié du car se vide instantanément et se dirige en encerclant un groupe de militants Marxistes-Léninistes que des mouchards en civils avaient repéré et toute cette mafia supput des capitalistes de s'abattre à bras raccourcis sur ses jeunes gens

qui n'avaient commis comme crime que de diffuser la presse marxiste-léniniste. La population écœurée par de telles méthodes réagit sagement en manifestant très haut son désaveu de telles méthodes.

Ce sont les agressions de type fasciste à Censier, la semaine dernière, ou un groupe de 30 fascistes pro-israéliens attaquent un meeting anti-impérialiste en faveur des fedayins palestiniens. Un militant de Censier reçoit un coup de poignard, il est à l'hôpital toujours dans le coma, deux autres militants anti-impérialistes sont gravement atteints au visage.

Ce sont les contrôles routiers permanents dans certaines villes ou votre identité est contrôlée 3 fois par jour, votre voiture fouillée de fond en comble.

Ce sont les brigades volantes qui à 20 ou 25 flics s'arrêtent brusquement dans une rue et mettent des contraventions à toutes les voitures en stationnement sans qu'aucune explication ne soit possible (Paris cette semaine dans le 20^e arrondissement).

Ce sont les descentes de flics dans les immeubles à 11 h du soir, à une heure illégale pour tout contrôle ou perquisitions (les lois de la bourgeoisie sont violées par ses propres valets quand cela leur arrange).

C'est toute la campagne fasciste développée à la radio, à la télé, dans

les journaux contre les « gauchistes » ces empêcheurs de profiter en rond.

Ce sont toutes les inscriptions fascistes et racistes sur les murs de Paris signés U.J.P., S.I.D.O.S., tels que « la France aux Français ».

C'est le grand rassemblement fasciste de l'U.D.R. à Montpellier.

C'est le procès en diffamation et outrage public intenté à la presse marxiste léniniste.

Tous ces faits concrets prouvent s'il en était encore besoin la montée du fascisme en France. Mais cette fascisation n'est pas inéluctable, elle doit être enrayer et la vermine fasciste détruite. Les masses populaires sous la direction des marxistes léninistes doivent s'organiser en comité d'auto-défense contre ce fléau, elles doivent exiger la liberté de la presse marxiste léniniste, la liberté de discussion, la liberté de réunion, la liberté syndicale, inscrite dans la constitution bourgeoise, elles doivent populariser toutes les luttes menées contre du fascisme, ne laissons aucune issue journaux locaux, etc...

Mobilisons-nous face à la montée du fascisme, ne laissons aucune issue de sortie au capitalisme moribond encore bien moins l'issue qui lui semble le plus facile de prendre : le fascisme.

OSEZ LUTTER ! OSEZ VAINCRE !
LE FASCISME NE PASSERA PAS.

COMMANDEZ
LA NOUVELLE
AFFICHE 40x60
VIVE
LE FRONT UNI
DU PEUPLE
TRAVAILLEUR!

ÉDITORIAL

Le peuple italien fera échec au complot réactionnaire

En Italie, quelques minutes seulement après l'attentat de Milan, les fascistes distribuèrent dans toute l'Italie, des tracts accusant les révolutionnaires de ce crime.

Des bombes placées pour tuer la population, 14 morts, des centaines de blessés :

Il n'est pas besoin « d'enquête » pour affirmer de la façon la plus catégorique que l'attentat de Milan est une pure provocation fasciste. Il suffit de se demander : à qui profite le crime ? Et comme le disait Dimitrov pendant son procès (où il était accusé d'avoir mis le feu au Reichstag) : « nous... devons être acquittés, non pas faute de preuves mais parce que nous, communistes, n'avons rien et ne pouvons rien avoir de commun avec un acte anticommuniste ». Car c'est à la bourgeoisie que profite ce crime, qui donne un avant-goût du terrorisme fasciste qui pourrait arriver au pouvoir.

La bourgeoisie et son fidèle soutien l'Eglise ont présenté ce crime sanglant comme étant la conséquence directe du climat de violence créé par les groupes révolutionnaires. Mais qui a vraiment créé ce climat de violence si ce n'est la police et les carabinieri en matraquant, estropiant, tuant comme à Batipaglia les ouvriers, les étudiants, les paysans en lutte contre le capital ? Et la violence révolutionnaire n'est d'abord rien d'autre que la résistance violente des masses à la répression violente de la police. Mais cette violence des masses ne s'exerce jamais contre la population : les bombes de Milan et de Rome quant à elle étaient placées pour tuer et blesser le plus de gens possible. Oui il s'agit bien d'un attentat anti-communiste avec lequel les communistes, les marxistes-léninistes n'ont absolument rien de commun.

La presse italienne a utilisé cette provocation pour présenter les révolutionnaires comme des assassins, procéder à de multiples arrestations en leur rang, insinuer qu'il s'agirait d'un complot international. La bourgeoisie a bien sûr désigné son ennemi mortel : « ce sont les maoïstes », dit-elle « qui sont les responsables du crime ». C'est l'avant-garde marxiste-léniniste, le Parti Communiste marxiste-léniniste d'Italie, et avec lui tous les authentiques communistes que cherche à abattre la bourgeoisie par cette provocation.

Notre bourgeoisie elle aussi a bien su exploiter les attentats de Rome et de Milan ; déchaînés, tous les commentateurs de la presse bourgeoise et de la radio réclament la tête des gauchistes et vocifèrent que même s'ils n'ont pas commis les attentats ils auraient bien pu le faire, que le climat de terreur qu'ils ont créé en est la cause. Et le jour de l'attentat sous prétexte de protection des banques les C.R.S. procédaient dans Paris à de nouvelles grandes manœuvres pour intimider la population.

C'est une vieille méthode de la dictature bourgeoise : lorsqu'elle se sent menacée par les luttes de masses, affaiblie par sa propre crise, la bourgeoisie fait commettre par ses larbins fascistes quelque crime monstrueux pour justifier des lois d'exception, une concentration plus forte du pouvoir.

Dans la plupart des métropoles impérialistes d'Europe, on assiste depuis quelques années à une recrudescence du fascisme, cette fascisation est un signe de l'affaiblissement de nos bourgeoisies. C'est un signe qu'elles peuvent de moins en moins gouverner en trompant les masses par des moyens « démocratiques » et sont obligées

pour conserver leur pouvoir d'employer la contrainte violente. En particulier en Italie où le fascisme n'a jamais été extirpé, la presse révélait ces jours derniers un projet de coup d'état fasciste fomenté par la C.I.A. et les colonels grecs.

Mais face à cette situation que fait le parti « communiste » ultra révisionniste d'Italie : il joint sa voix aux cris de panique que la bourgeoisie fait semblant de pousser. Il annule toutes les manifestations ouvrières, exhorte les masses révoltées à rester chez soi, dans le calme et la dignité. Il contribue à effrayer les forces populaires, à les démobiliser. C'est exactement ce que la bourgeoisie veut :

Obtenir : l'arrêt du mouvement des masses en Italie, mouvement qui par vagues successives frappe le capital monopoliste et ébranle le pouvoir politique bourgeois.

Ce n'est pas en se faisant doux comme un agneau que l'on dissuade le loup fasciste. Bien au contraire on l'encourage ainsi.

A la montée du fascisme les authentiques communistes, les marxistes-léninistes n'ont qu'une riposte : l'offensive, l'action des masses, leur mobilisation dans un Front uni contre le capital monopoliste pour leurs objectifs de lutte, la défense pied à pied des bribes de liberté gagnées par leur lutte passée, la résistance au terrorisme des groupes fascistes par la violence révolutionnaire de masse.

SOLIDARITE AVEC LE PARTI COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) ET TOUS LES MARXISTES-LÉNINISTES D'ITALIE !

LE PEUPLE ITALIEN FERA ECHEC AUX PROVOCATIONS FASCISTES !

FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Cinq Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choisies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :

- LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;

Et parmi les derniers titres :

- LIN PIAO : Rapport du IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

LISEZ PEKIN-INFORMATION

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2^e) ;
- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14^e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine », 1 F.
- A l'H.R., B.P. 134, Paris (20^e).

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

L'HUMANITÉ ROUGE ATTAQUE LA JUSTICE BOURGEOISE DE DIFFAMATION ENVERS LES OUVRIERS

Comme nous l'avions laissé entendre dans notre n° 38, le patron capitaliste, et exploiteur Grosjean de Nancy intente un procès en diffamation et injure publique contre notre hebdomadaire et contre des militants de Nancy. A la suite de la parution dans le n° 17 de l'H.R. publiant l'offiche du « groupe rouge de combat de Nancy » Ce bourgeois buveur de sang n'est pas satisfait de la publicité faite autour de « sa petite personne » il prétend n'être qu'un patron comme les autres et c'est bien ce que nous lui reprochons et c'est pourquoi nous avons publié cette affiche. Il prétend pour cette raison en appeler à sa justice de classe, la justice bourgeoise. Eh bien puisque le « seigneur » Grosjean est ce qu'il est, notre journal fera un procès qu'il veut public, il aura la possibilité de démontrer que tous les patrons ressemblent à Grosjean.

Serrons les rangs camarades, organisons la défense de notre « Humanité Rouge » contre les exploiters capitalistes et leurs valets. Aidez-nous à constituer un dossier politique avec tous les faits récents à votre connaissance d'exploitation éhontée par les patrons, qu'ils soient gros ou petits, aidez-nous en renforçant la souscription nationale, aidez-nous par vos actions locales, contre les patrons et leurs alliés, soutenez l'action de « l'Humanité Rouge » une fois de plus avec vous nous attaquerons et nous vaincrons !

En avant pour un procès public contre les patrons tels Grosjean et contre le honteux système d'exploitation capitaliste !

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	sur 31 et 42 m ;
	19 h	
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

A propos du "démantèlement" de l'Aéroport d'Orly

Le démantèlement de l'entreprise de l'aéroport d'Orly continue, ce démantèlement a commencé il y a deux ans. Cette entreprise a été créée avec des subventions de l'Etat (argent des travailleurs). J'apporte sur ce démantèlement ce que j'ai pu constater depuis les quelques mois que je suis dans cette entreprise.

Tous les services productifs ont été cédés les uns après les autres à des entreprises privées qui ont à leur tête les mêmes financiers qui investissent dans l'entreprise publique de l'aéroport, ces financiers exploitent ces entreprises sans avoir eu à payer la construction des installations et l'achat du matériel. Actuellement d'autres services de l'entreprise publique vont être supprimés, ces services sont très rentables, le but recherché par la direction est de conserver uniquement un service administratif, car de très importants travaux d'agrandissement s'effectuent, et ne voulant pas en faire les frais, s'arrange pour ne plus être rentable et toucher à nouveau des subventions de l'Etat.

Que sont devenus les gars qui travaillaient pour l'entreprise publique? Beaucoup ont été reclassés chez les négriers des entreprises privées, avec perte de primes et diminution de salaire. Leur salaire est de 1 150 F pour 250 heures de travail effectué de jour comme de nuit, dans des conditions épouvantables, pluie, froid (j'ai vu -23), quantité massive de gaz cancérogène, bruit insupportable des moteurs à réaction, nourriture dégueulasse (prix du repas 6,20 F). La journée est de 10 ou 11 heures suivant les équipes, ils sont commandés bien souvent par des chefs alcooliques et hargneux, et bien sûr protégés par les employeurs. On a vraiment l'impression de se trouver dans un bagne.

Ces gars sont loués à l'entreprise publique par l'entreprise privée 3 900 F par mois et par ouvrier. L'entreprise publique de l'aéroport les loue à son tour aux compagnies aériennes et il est certain qu'elle, à son tour, doit réaliser un bénéfice. Mon salaire horaire dans le service où je suis le sera est de 4,35 F et je suis loué 80 F de l'heure aux compagnies aériennes. Le matériel est amorti depuis très longtemps, son entretien revient à 15 F par jour, carburant compris. Voilà qui sont dirigeants et propriétaires de l'entreprise de l'aéroport d'Orly, dite entreprise la plus moderne d'Europe et ceux des entreprises privées... DES NEGRIS — A BAS L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME — VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

Il y a 33 000 travailleurs à Orly et les cadres mis à part, en général tous ont des problèmes; abolition des licenciements et reclassements qui permettent de démanteler les entreprises, les 40 h, les salaires, etc., etc.

Que firent les syndicats pour éviter le démantèlement de l'entreprise? Rien.

Que font-ils pour nous unir aux autres travailleurs? Rien. Que font-ils pour organiser les travailleurs et engager la lutte tous ensemble et en même temps? Rien.

Sur Orly, les gars qui se mettent en grève service après service, n'arrivent pas à obtenir totalement leurs revendications, les résultats sont minimes, chaque fois ils doivent accepter des compromis et les miettes obtenues par les délégués dits défenseurs de la classe ouvrière. Beaucoup de services veulent engager la lutte, leurs revendications entraînent depuis longtemps ils ne le peuvent pas, les syndicats font tout pour les diviser, la C.G.T. en tête (confédération la plus forte sur Orly) je ne défend pas les autres confédérations, nous connaissons leur collaboration de classe de toujours la C.G.T. prend toutes les initiatives sur Orly, et ces initiatives aboutissent aux mêmes résultats qu'à la R.A.T.P., S.N.C.F., S.N.E.C.M.A.-Corbeil, C.E.A. et combien d'autres. Quand nous parvenons à nous unir à d'autres services et entreprises après bien du mal et que nous demandons que la lutte soit engagée, la C.G.T. dit « attendez, nous allons voir la direction ». Ça traîne, des miettes sont obtenues, on nous conseille de ne pas bouger, que les camarades des autres services ne suivront pas, qu'ils ne sont pas politisés, que c'est dangereux, que la direction n'attend que ça pour nous virer, et en dernier, que nous sommes libres d'agir. Comme les gars ont encore confiance, tout rentre dans l'ordre, et si nous insistons, c'est-à-dire les plus virulents, nous sommes traités d'Avanturiste, si nous conseillons que soit faite l'unité des travailleurs afin d'engager la lutte tous ensemble et en même temps il nous est répondu, « c'est utopique ».

Dernièrement, j'en ai eu assez des discussions stériles avec un délégué qui commençait à me casser les pieds avec ses « utopique », « Avanturiste ». Je lui ai dit devant les gars qu'il était un bon tarbin de la bourgeoisie, comme son patron SEGUY qui ne veut pas faire la guerre au gouvernement, que les démantèlements, les licenciements, reclassements, c'était grâce à des gars comme lui si ça pouvait se faire. Je lui ai demandé qui avait signé la garantie de l'emploi, qui avait signé l'accord cadre de la S.N.C.F., qui avait fait reprendre le boulot à la S.N.C.F. en 1968, sans même un calendrier pour arriver aux 40 h, qui signait les accords avec les patrons sans consulter la base. Pour la signature des accords il m'a répondu : « Nous avons consulté la base ». Je me suis retourné vers les camarades et je leur ai demandé si on les avait consultés. REPONSE... NON (collectif). A bout d'arguments et ne voulant pas passer pour un imbécile revisio qu'il est, il a dit « Toi et moi nous voulons arriver au même but ». Je lui ai répondu « Non, moi je suis pour la dictature du prolétariat et toi, tu es pour l'alliance avec la bourgeoisie pour établir la démocratie avancée. Il n'y a pas trente-six formes de démocratie, il n'y en a que deux, celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie et tu as fait ton choix »; ça s'est terminé là-dessus, mais des gars m'ont posé des questions, ce qu'ils font de plus en plus, car ils s'aperçoivent que ce que j'ai pu leur dire jusqu'à présent, était juste, ainsi que le contenu des affichettes que je collais en cachettes, donnant les résultats des secteurs en grève, après analyse objective de ces résultats. Depuis quelques temps, quelques camarades se sont joints à moi pour rédiger des tracts que nous distribuons clandestinement et que je vous fait parvenir (n° 1-2-3-5). Je constate que depuis que je suis plus patient, j'avance mieux dans la lutte que j'ai entreprise, l'impatience est un grave défaut qui peut briser tout ce que nous entreprenons. La confiance en notre mémoire est moins dangereuse, j'en ai fait ma propre expérience, à mon avantage, c'est pourquoi dorénavant je prend des notes, les moindres choses peuvent avoir leur importance et nous ne devons pas les négliger.

VIVE LES VIEUX CAMARADES DE LA C.G.T.U.

VIVE L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS-ETUDIANTS.

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

VIVE LA DEMOCRATIE POPULAIRE.

RIVESALTES : UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES, DANS UN ...ANCIEN CAMP DE CONCENTRATION !

Le centre de Rivesaltes est un ancien camp militaire, mieux, un ancien camp de concentration, rien autour sauf une base militaire et Perpignan à 16 kilomètres.

Les ateliers sont à 600 m du réfectoire, ce qui fait 20' de trajet, alors à midi tout le monde court pour pouvoir avaler en vitesse le repas et revenir à temps. Mais ça ne s'arrête pas là : dans les dortoirs il y a 3 lavabos et pas d'eau chaude, même en hiver. Bien sûr, on a droit à des douches chaudes, mais une seule fois par semaine, alors 400 qui veulent se doucher en même temps, ce n'est pas possible et on doit rester sale jusqu'au vendredi d'après. Evidemment, pour les patrons (ou pour l'Etat) un peu plus de saleté ou un peu moins, qu'est-ce que ça peut bien leur faire à ces ouvriers? Aussi les dortoirs où l'on s'entasse à 12 ne sont jamais nettoyés, c'est à nous de faire le ménage après le boulot. Quand au chauffage, disons qu'il n'existe pas, puisque c'est tout juste si on a un petit poêle à charbon par dortoir.

On pourrait encore continuer la liste en ce qui concerne le camp de Rivesaltes, mais encore a-t-il fallu y être admis !

Dans certaines branches, c'est pendant 4 ou 5 ans que les stagiaires attendent au bureau de pointage de chômage parce qu'il y a faute sur la liste d'inscription des Centres.

Certains, même après leur stage ne trouvent pas de place, ou sont expédiés dans le Nord, loin de leur famille ou pire se retrouvent avec rien du tout en poche. En effet, lorsque l'on sort du Centre, on a un demi-CAP, la deuxième moitié sera donnée par le patron au bout de six mois, si on

a été bien sage ou si on a bien travaillé. (Traduire : si lui s'est bien rempli la poche grâce à nous).

Ce n'est pas parce que nous ne servons pas encore à engraisser les patrons que nous devons être traités comme des bêtes.

Les bourgeois et l'Etat à leur service veulent bien des ouvriers pour faire tourner leurs usines, mais toujours à moindre frais, aussi quand il s'agit de payer la formation, ils tournent les talons et serrent leur bourse. Pourvu que l'on soit encore bon à travailler à la sortie, ça leur suffit !

Nous refusons la vie dégoûtante des Centres tels que Rivesaltes.

Nous refusons d'être internés dans des camps de concentration pour apprendre un métier !

NOUS VOULONS :

— des conditions décentes de vie dans les Centres ;

— Plus de centres, pour que les travailleurs puissent apprendre un métier sans attendre 5 ans sur les listes ;

— Un vrai CAP à la fin du stage et non un CAP soumis au bon-vouloir des patrons.

Notre lutte rejoint donc celle de nos camarades ouvriers, même si tout est arrangé pour nous séparer (isolement du Centre, demi-CAP limitant notre participation aux luttes).

Futurs ouvriers et ouvriers, c'est bien le même combat que nous menons contre les patrons exploitateurs pour les faire reculer !

Un travailleur stagiaire à Rivesaltes.

VICTORIEUSE GRÈVE DU LOYER

La crise économique du système capitaliste impose actuellement 2 exigences à la direction d'Usinor sur la question du logement de son personnel.

1 LA RENTABILISATION AU MAXIMUM DE TOUTS LES LOGEMENTS QU'IL CONTRÔLE, par l'intermédiaire d'associations bidons où la part d'Usinor est majoritaire, où le président est payé par Usinor...

Tactique : les faire fonctionner en pseudo autogestion, de façon à faire couvrir tous les frais aux locataires.

Les conséquences pour le foyer de Grande Synthé sont :

- a) Augmentation des loyers — 30 F il y a trois ans, 96 F actuellement (chambre à 2 lits) ; — 1 chambre à 1 lit : 144 F ; — 1 F1 de 2 pièces : 135 F.

— Ce n'est pas fini. Il y a un projet qui vise à supprimer les salles de douches (le foyer est constitué de 20 maisons : 5 chambres, 1 salle commune, cuisine, 2 chiottes, 1 salle de bain) pour ajouter un locataire et supprimer les chambres individuelles (augmentation de bénéfice sur la chambre sans frais) ce qui permet de louer la main d'œuvre supplémentaire d'Usinor due à la mise en service de la nouvelle cokerie du HF3.

b) Détérioration des conditions de logement

- Pas de réparation, — WC sans couvercle, — pas de lampe, — lavabos à terre, alors que les pelouses sont soignées avec Amour par le gérant Beyoert.

2) BIEN TENIR EN MAIN LA CONCENTRATION DES TRAVAILLEURS NECESSAIRES A LA MARCHÉ D'USINOR.

Eviter toute organisation de la masse des locataires (jeunes célibataires ou travailleurs algériens pour la plupart) de façon à préserver le profit et à conserver le statu quo.

Ainsi, il n'y a pas de salle commune pour tout le foyer. Le règlement (du Ministère des Affaires sociales) ne garantit aucune liberté aux locataires, donne tous les droits au gérant, interdit les visites, les réunions, les diffusions de tracts, d'affichage (qui sont tous des motifs de renvois).

Il y a obligation de faire son lit tous les jours et interdiction de punaiser au mur...

Evidemment, il ne faut pas être inhumain, M. Bey ferme les yeux... sauf pour ceux qui sont actifs et s'organisent.

Le gérant utilise le racisme pour diviser les locataires (maisons d'Algériens, maisons de Français ; paternalisme du concierge pour mieux les contrôler, réflexions, favoritisme, etc...).

Jusqu'ici, il n'y avait pas de vie collective au foyer, mais une vie animale : paste-repas-sommeil-café-paste... sans trop se plaindre, car pour louer à Grande-Synthé, c'est impossible pour un célibataire à moins que de prendre un garni à 25 F et à 10 km du boulot.

L'année dernière, après mal, un mois de grève de loyers avait été un échec à cause du manque d'organisation.

Cette année, un Comité de défense réunissant Français et Algériens, s'est constitué pour la protection des camarades, selon la loi de 1906.

En répondant à une proposition des patrons qui voulaient des interlocuteurs, de façon à refiler le centre en complète autogestion à un comité, ce qui aurait eu pour effet de faire décider aux locataires eux-mêmes de payer leurs loyers, c.a.d. une mise à l'essai à la participation.

Dans le comité de défense, 2 tendances :

- une tendance JOC pour l'autogestion, — une tendance pour un comité de locataire pour la lutte de classe.

En août, la tendance du comité de lutte organise une mobilisation et enquête sur les revendications en passant par les maisons.

ECHOS DE LUTTE...

TOULON : la lutte des personnels d'enseignement contre l'arbitraire (Cf H.R. 37). Après l'envoi d'une délégation au Rectorat de Nice qui s'était soldée par un échec logique, le poste administratif était supprimé et son titulaire muté à partir du 1^{er} décembre.

Après la grève du 26 novembre et devant la mobilisation générale des personnels le Rectorat fait marche arrière : le poste maintenu et la mutation annulée.

ASPECTS POSITIFS DE CETTE MOBILISATION

- 1) Les personnels des lycées ont soudain découvert les conditions difficiles de travail des catégories C et D, l'instabilité de l'emploi, la pénurie criante. L'anarchie capitaliste est soudain apparue sous son vrai jour. 2) Les catégories les plus défavorisées (agents de service, surveillants) ont apporté un appui déterminant au mouvement. 3) Les réactionnaires du S.N.A.L.C. ont été rejetés du mouvement.

- 1) Le mouvement est demeuré dans le cadre étroit du droit bourgeois. 2) Les prises de position des éléments progressistes ont été freinées par l'esprit petit-bourgeois des sociaux-démocrates. 3) Devant la reculade du rectorat, on s'est vite dépêché de préciser qu'on pouvait à nouveau siéger au conseil d'administration du lycée.

Cette action a posé concrètement la question de l'unité, la seule unité valable, A LA BASE ET DANS L'ACTION des personnels d'établissements, balayant tout esprit corporatiste, et montrant que seule l'action est payante.

LES REVISIONNISTES NE SAVENT PLUS LIRE ?

Au Plessis-Robinson, dans la banlieue parisienne, la municipalité tenue par le parti révisionniste, est inquiétée par la vérité et de la liberté qui animent les jeunes de la M.J.C.

AU CANTONNEMENT USINOR DE GRANDE-SYNTHÉ (Dunkerque)

Un premier cahier de revendications est fait; une première réunion avec le patron en août ne donne rien sinon de vagues promesses.

Une deuxième réunion est fixée pour septembre :

- Tirant les leçons de la 1^{re}, le comité de défense décide de n'y aller qu'en situation de force. Un cahier de revendications est rédigé sous forme de pétition et signé par 100 gars sur 130. Cette action est juste, car elle permet au comité de défense de connaître la volonté de tous les gars ; le cahier signé représente la volonté de tous les gars.

Le comité de défense décide, après avoir convoqué les gars, de suspendre le paiement des loyers. Tous sont invités à assister à la réunion suivante.

A cette réunion, il y a 80 gars avec le comité devant Moguère, président de l'association et chef de personnel d'Usinor, son sous-fifre Guérin et le gérant Beyoert. Mauguère fait des concessions verbales, mais le comité demande un papier signé. Une autre réunion est proposée pour signer le papier, les patrons espérant que les gars vont payer.

A cette nouvelle réunion, une semaine après :

Le patron veut imposer des choses qui n'avaient pas été discutées, à la suite de manœuvre et de la défection de l'aile JOC ; l'aile lutte de classe est mise en minorité et on est prêt à signer un accord de trahison, quand Guérin commet l'erreur de remettre à plus tard.

Le lendemain : Le comité de défense se paye un huissier, le convoque au centre ; 65 gars lui payent leur loyer sous séquestre, malgré l'obstruction du gérant. (leçon tirée d'une grève il y a 3 ans des locataires de Grande-Synthé, qui avaient payé sous séquestre à une banque, celle-ci refilant tout le fric à Usinor).

2 jours après, le patron lâche : — une salle de TV,

A l'approche du « mois sur la Chine Populaire », la Municipalité proclame la M.J.C. « maison communale », se refuse à discuter le projet de convention et interdit aux jeunes l'accès d'un foyer qui est leur siège social.

La bande fasciste « Occident » a barbouillé les murs d'inscriptions « M.J.C. = MAO », « M.J.C. libre », etc., et ajouté des inscriptions grossières à l'égard du Parti Communiste « Gelly assassin », « Levai à Prague », « Les bolchos à Dachau », le tout signé « Occident vaincra ».

La municipalité a rejeté en 2 tracts sur les jeunes la responsabilité des inscriptions (pour justifier aux yeux de la population les mesures arbitraires prises à l'égard de la M.J.C.).

Cet amalgame des jeunes et des bandes fascistes se passe de commentaires !

A JEUDY (Schlrmeck) : grève illimitée avec occupation des locaux.

Le 25 novembre, à midi, les ouvriers et employés de Jeudy (métallurgie) à Schlrmeck (Bas-Rhin) ont décidé de se mettre en grève pour une durée illimitée.

Cette déstabilisation est motivée par le refus de la direction de l'entreprise à respecter les engagements qu'elle avait pris au cours du mois de mars dernier, après une première grève de quatre jours. Les engagements consistaient en une augmentation des salaires de 10 %. Le personnel de Jeudy n'a en réalité touché que 3,50 % au 1^{er} avril et 1,50 % au 1^{er} septembre 1969. Légitimement, il réclame donc les 5 % restants.

Nullement impressionnés par les manœuvres et les menaces du patronat réactionnaire, décidés à lutter jusqu'au bout, les ouvriers ont occupé l'usine dès le 1^{er} décembre.

La courageuse action menée par les ouvriers de Jeudy nous montre que même en Alsace, l'un des plus solides bastions de la réaction en France, les travailleurs prennent de plus en plus conscience de l'importance des luttes à mener pour abattre définitivement l'exécrable système capitaliste.

DUNKERQUE : EN AVANT POUR LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE BASE AUX A.C.B.D.

Cf. H. R. N° 25

Dans le n° 25 de l'H.R. nous avons publié plusieurs tracts d'ouvriers marxistes-léninistes des A.C.B.D. du mois d'août. Les tracts soulignaient la nécessité de s'organiser en dehors des syndicats dans un comité de base ; cette tâche nos camarades l'ont pris fermement en main et s'attachent à la réaliser. La lutte avait été rude contre le patron Lefol et c'est dans cette lutte que les ouvriers ont compris la nécessité de s'organiser.

Nous avons touché le paye, la première paye après la « victoire » (pour les directions syndicales) que sont les accords. Sur nos fiches de paye qu'y a-t-il ?

... une taxe horaire plus élevée de 30 ou 40 centimes. Mais avons-nous le même boni qu'avant ? Faisons l'addition : le total varie peu de ce que nous avions le mois dernier.

... même s'il est un peu plus important il correspond à peine à l'augmentation des cadences (72 à 78).

On produit plus qu'avant, mais le salaire ne suit pas.

Nous avons été roulés par ces accords proposés une première fois par le patron, refusés par tous, re-proposés une deuxième fois avec l'appui de la C.G.T. et F.O. (Ce qui fut en fait l'argument de la C.G.T. disant que, si les accords n'avaient pas été acceptés, ce qui a été obtenu, il aurait fallu se battre longtemps pour l'avoir. En effet, si le patron a persisté après notre premier refus, c'est que les accords l'arrangeaient bien).

Nous avons été roulé car :

1° Lefol peut rigoler paisiblement : après l'agitation, les gars se remettent à tirer la baguette (encore plus vite qu'avant puisque le point-heure est passé à 78). Donc la grève des cadences qui avait richu du retard et fait perdre de l'argent au patron, c'est dans le sac !

2° Lefol peut mettre fin à l'hémorragie de soudeurs et chaudronniers qui quittaient la boîte par une grosse carotte : il permet la mensualisation de ceux qui ont 25 ans de boîte, leur donnant des jours de congé en plus et il incorpore les années d'école. Il espère nous dupier et s'attacher des ouvriers qu'il pourra pressurer pendant 25 ans quitte à les virer avant.

3° Lefol, en prenant l'initiative des accords, nous indique les revendications qu'en bon patron il pense que nous devrions avoir et nous empêche de poser les nôtres qui sont autre chose que les brouilleries qu'il veut bien lâcher pour nous diviser un peu plus. Il lâche des miettes pour qu'on n'ait pas envie de le part du gâteau.

Si nous avions refusé ses accords, nous aurions bien été obligés de définir nos revendications, de nous organiser pour les obtenir et de ça le patron a peur plus que tout. C'est ce qui attendrait ce qu'il a de plus cher : ses profits.

4° Lefol mouille un peu plus les syndicats dans la collaboration de classe, car il faut le redire : pour avaler la pilule, il a fallu qu'il s'y prenne à deux fois et encore avec l'appui de la C.G.T. et F.O. qui continuent leur sale boulot en nous répétant, comme Séguy après Grenelle, c'est une victoire, alors que les faits prouvent le contraire.

Le cas de la C.F.D.T. est à part. Des gars clairvoyants ont réussi à mettre leur secrétaire en minorité et à imposer de conseiller le NON. C'est bien. Hélas, ils n'ont pas été logiques jusqu'au bout et ont signé les accords. Nous appelons ces camarades à persévérer dans cette attitude progressive.

Nous sommes persuadés aussi qu'au sein de la C.G.T. de nombreux militants de base se sont aperçus de la voie erronée où les menait leur secrétaire syndical.

En définitive, les syndicats ont été incapables de nous éclairer sur ce vote. La C.F.D.T. a eu une tentative timide mais n'a pas osé se détacher de la triplette.

QUE FAUT-IL FAIRE FACE A LA REPRISE EN MAIN DU PATRON ?

Personne, même le plus combatif ne peut partir seul en tête sous peine d'avoir immédiatement son sac. Ce qu'il faut donc, c'est nous organiser d'une manière autonome des syndicats, qui, si nous allons avec eux, ralentissent le mouvement ou le sabotent parce qu'il n'entre pas dans leur objectif.

Le chantier ne manque pas de gars qui en ont assez, veulent faire quelque chose, mais n'en ont pas l'occasion. Nous disons à ceux-là, qu'ils soient délégués ou pas, syndiqués ou pas, jeunes ou vieux :

CAMARADES DU CHANTIER, DEBOUT ! IL EST TEMPS DE COMPTER SUR VOS PROPRES FORCES.

La lutte au chantier ne peut être menée que par des gars du chantier. Ceux de l'extérieur sont là pour vous aider et ils continueront à le faire.

Actuellement, brisons le mur du silence, contactons ceux avec qui nous sommes prêts à agir, contactons les diffuseurs de l'Humanité Rouge pour coordonner.

CRONS NOTRE COMITE DE LUTTE AUX A.C.F.

D'autres camarades le font ailleurs dans le Nord : Thomson à Losquin, Ferrado à Amiens, à Albert il y en a plusieurs, etc.

Que ceux qui en ont assez : — de se faire exploiter ; — de ne pas être défendus par des directions syndicales qui collaborent avec le patron SE LEVENT ET S'ORGANISENT EN COMITE DE BASE !

METTONS EN ECHEC LA REPRISE EN MAIN :

ORGANISONS NOUS POUR QUE ÇA CHANGE AU CHANTIER ET POUR PREPARER LE GRAND CHANGEMENT : L'ABOLITION DU PATRONAT ;

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE JUSQU'AU SOCIALISME !

Cercle Humanité Rouge Dunkerque. N.B. : Pour ce qui est des militants de la Gauche Proletarienne (Cause du peuple) nous leur rappelons qu'aucune lutte victorieuse ne peut être menée par un petit groupe et de l'extérieur. Seule la classe ouvrière organisée et agissant en masse peut obtenir des victoires décisives. Nous devons faire un travail de masse afin de réunir les conditions d'une lutte constante organisée. Puisque ces militants se rétentent aussi à Mao-Tsé-Toung, nous leur rappelons qu'il s'est toujours appuyé sur le peuple chinois, l'a organisé et a pu mener la révolution chinoise jusqu'à la victoire.

Par rapport aux délégués syndicaux, nous pensons qu'ils doivent se rendre compte de la ligne suivie par leurs directions confédérales, mettre ou recantent ses chansons qu'on leur a chanté sur les gouchistes, juger sur des faits et appuyer la constitution de ce comité de lutte.

Nous ne sommes ni contre les syndicats ni contre les délégués.

Nous sommes contre tous ceux qui pratiquent la collaboration de classe, car ce sont les meilleurs amis des capitalistes et leurs représentants au sein du mouvement ouvrier.

BILAN ET HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE MASSE
CONTRE LA RÉPRESSION A LA FACULTÉ DES LETTRES D'AIX-EN-PROVENCE

— Samedi 15 novembre, des militants étudiants font des affiches sur la place du Marché contre l'expulsion à Roubaix d'un travailleur étranger. La police intervient, et, après une courte bagarre, (au cours de laquelle des personnes présentes sur le marché sont bousculées par les flics) arrête deux de ces militants.

Les militants des C.D.H.R. qui venaient à la criée improvisent aussitôt un meeting pour dénoncer la répression.

Pendant ce temps, le marché se remplit d'une foule d'inspecteurs en civil et de jeunes gaullistes de l'U.J.P. qui donnent les noms des militants à la police.

— Lundi 17 novembre se constitue un Comité de Lutte contre la répression, qui groupe autour de l'U.N.E.F. des profs de la gauche du S.N.E. Sup. et des étudiants non organisés dans l'U.N.E.F.

— Mercredi 19 novembre, un meeting du Comité contre la répression appelle tous les étudiants à assister au procès des deux camarades emprisonnés le mercredi 26 novembre.

— Mercredi 26 novembre a lieu le procès des deux étudiants. Condamnation : 1 et 2 mois de prison ferme. A l'entrée du procès, les flics laissent entrer les gens à condition qu'ils donnent leur nom et leur adresse. Une cinquantaine de personnes entrent ainsi. Mais bientôt 400 autres personnes refusent d'entrer dans le jeu des flics et restent dehors pendant la durée du procès.

A l'issue du procès, une A.G. réunissant tous les participants décide de proposer la grève aux étudiants pour marquer notre solidarité aux 2 camarades condamnés et pour exiger leur libération.

Cette grève a donc deux buts :

— D'une part protester en masse contre la répression qui s'abat sur tous les militants.

— D'autre part informer la population de la riposte de masse du mouvement étudiant.

Dès l'après-midi du mercredi 26, de nombreux cours n'ont pas lieu, les étudiants voulant ainsi marquer leur solidarité.

— Mercredi en fin d'après-midi, une A.G. rassemblant 1 000 étudiants décide une manifestation pour le lendemain.

— Jeudi 27 novembre, la mobilisation continue et le nombre des grévistes s'accroît. Les militants U.N.E.F. interviennent dans tous les amphis pour appeler à une grève de 48 h.

L'après-midi, sur les mots d'ordre - Libérez nos camarades, face à la répression, la lutte, Travailleurs, étudiants, un seul combat -, 80 personnes manifestent pendant plus de 10 minutes malgré la présence de très nombreux C.R.S. et gardes mobiles en ville, et se dispersent 4 minutes avant l'arrivée des flics. Elle a recueilli tout au long de son parcours la sympathie des habitants, et de nombreuses personnes s'y sont jointes spontanément. D'autre part, son organisation minutieuse a permis qu'elle se déroule sans incident.

— Le vendredi 28 novembre, plus de 500 étudiants mobilisés distribuent des tracts dans les quartiers populaires et tiennent des discussions avec les habitants.

Ce même jour, une A.G. rassemblant 1 500 étudiants, devant les possibilités d'extension de la lutte à Marseille et à Aix même, décide :

— une grève générale des Facultés d'Aix et Marseille le mardi 2 décembre ;

— la mise en place de Comités de grève dans les sections pour organiser la mobilisation.

— Samedi 29 novembre, une délégation conjointe des sections d'Aix et Marseille du S.N.E. Sup. se voit refuser un local à la Fac. de Droit par le Doyen Fabre, (ancien candidat U.D.R. en 1968) alors qu'elle y avait convoqué le journaliste pour une conférence de presse.

— Mardi 2, la grève est diversement suivie à Aix et à Marseille. Cependant, les collectes organisées dans les Facs et dans certains hôpitaux permettent de payer les amendes infligées aux deux étudiants condamnés.

A 17 h, sur les mêmes mots d'ordre que la 1^{re}, auxquels se sont ajoutés « révision du procès et liberté provisoire », une manifestation regroupant plus de 2 000 personnes part de la Fac. : elle défile dans les rues d'Aix durant plus de 2 h 1/2.

Après s'être dispersés une première fois devant un barrage des forces de police, les manifestants se regroupent en un autre point de la ville, sillonnent le centre, se rendent dans un quartier ouvrier où se tient un meeting en français et en arabe à l'adresse des travailleurs, et enfin se dispersent en ordre devant un nouveau barrage de police.

Cette manifestation a marqué un bond en avant du mouvement étudiant et recueille un immense capital de sympathie auprès des travailleurs de la ville d'Aix.

— Mercredi et jeudi la mobilisation continue en vue de la révision du procès le vendredi 5 décembre.

D'autre part, une nouvelle manifestation est prévue pour le vendredi 5, rassemblant des gens venus de plusieurs villes (Marseille, Nice, Montpellier).

Cette manifestation ne peut avoir lieu pour deux raisons :

1) une certaine démobilité se fait sentir parmi les étudiants ;

2) Il est impossible de parvenir à un accord sur le caractère à donner à cette manifestation en cas d'intervention des forces de police.

Cette lutte de trois semaines se termine sur une victoire du mouvement, le vendredi 5 décembre, le procès est révisé, et des peines de prison ferme sont remplacées par des peines avec sursis : les deux camarades sont libérés.

LES LEÇONS A TIRER DE CE MOUVEMENT SONT DE TROIS ORDRES :

— Quant à la situation actuelle ;

— Quant à la direction du mouvement étudiant ;

— Quant à l'attitude des divers groupes politiques.

1) Quant à la situation actuelle, on peut dire que les masses ont fait concrètement une double expérience politique : celle de la réalité quotidienne de la répression et celle de l'efficacité et de la nécessité d'une riposte de masse, riposte qui deviendra un jour nécessairement violente.

Dans l'ensemble, la solidarité avec les victimes de cette répression n'en est jamais restée à un niveau sentimental, mais le contenu politique de cette solidarité (contre l'Etat policier, solidarité étudiants travailleurs, solidarité dans la lutte) a été clairement montré et accepté par tous les participants au mouvement.

Quant à nous, M.L. qui savons fort bien que la bourgeoisie a d'autres idées en tête que la simple intimidation de militants étudiants, nous nous sommes efforcés d'élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la compréhension de ce processus qui a nom la fascisation et de la nécessité d'y répondre.

2) Quant à la direction du mouvement, il est apparu que l'U.N.E.F., actuellement dans une phase de patiente reconstruction à Aix, n'était pas encore prête à être, dans un mouvement d'une telle ampleur, non seulement la force principale, mais aussi la seule force dirigeante. C'est ainsi qu'on a pu voir les opportunistes droitières « Rouge », qui n'avaient rien fait pour préparer le mouvement de masse, manoeuvrer par la création d'un Comité de Grève (ce par ailleurs l'extension réelle du mouvement rendait nécessaire), qu'ils pourraient ensuite utiliser comme une tribune, puis pour la transformation de ce Comité de Grève en un « Comité de Lutte ».

Cependant il était clair pour tous les participants au mouvement que sans l'U.N.E.F., aucune lutte de masse n'est possible à l'Université, et que l'U.N.E.F., dotée d'une juste ligne politique (ce qui n'est pas le cas de celle de sa direction actuelle) peut et doit devenir l'organisation de masse de tous les étudiants progressistes.

3) Quant à l'attitude des divers groupes politiques :

— Les révisionnistes de l'U.E. «C.» ont joué un rôle tellement insignifiant tout au

long du mouvement contre la répression qu'il est presque inutile de le mentionner. Disons seulement que leur refus systématique de participer à la lutte (sauf lorsque l'ordre leur venait d'en haut : témoin leur participation du bout des lèvres au 2^e jour de grève le vendredi 28 novembre, lorsque la Fédération de l'U.E. «C.» pour leur dire de prendre part à la manifestation... Une heure après la fin de celle-ci) ce refus systématique les a même coupés de leur base (squelette, il est vrai), dont on retrouvait de nombreux éléments dans les manifestations en ville.

— Les militants de la « Gauche Proletarienne », regroupés dans un soi-disant « C.A. », ont d'abord participé de façon correcte à la lutte commune, et ce d'autant plus qu'un des camarades emprisonnés faisait partie de leur groupe. Ce n'est qu'à la fin du mouvement qu'ils ont cherché à entraîner celui-ci dans l'aventurisme, prétendant que la prise de conscience des masses étudiantes et ouvrières permettrait de franchir un bond qualitatif à la manifestation du vendredi 5 décembre, en passant d'embalé à la lutte armée au cas où la manif se serait heurtée aux forces de police. Une manifestation qui se serait déroulée selon de tels principes aurait fait perdre au mouvement étudiant une bonne partie du capital de confiance et de sympathie qu'il avait acquis auprès des travailleurs.

— Les opportunistes de « Rouge », alliés par moments au P.S.U., ont tenté eux aussi de dévoyer le mouvement par un défaitisme affirmé. Parallèlement, ils ont voulu empêcher que les étudiants qui avaient participé au mouvement n'aillent au bout de leur prise de conscience en s'organisant dans l'U.N.E.F. sur une base Front-Uni. Ils ont cherché, comme toujours non pas à donner au mouvement de véritables perspectives politiques, mais à s'annexer une fraction d'étudiants progressistes. Les Comités de Lutte proposés soi-disant pour « structurer » le mouvement s'inscrivent dans cette pratique récurératrice.

— Les militants M.L. regroupés autour de l'Humanité Rouge ont fait, pour leur part, plusieurs erreurs : apparitions insuffisantes dans les A.G. et par voie d'agitation propagande en tant que militants Marxistes Léninistes (notamment sur la question de la fascisation), lutte insuffisante contre les liquidateurs de droite et de gauche du mouvement étudiant.

Cependant, ils se sont efforcés d'avoir en « permanence une attitude juste et conséquente, « un pas en avant des masses », montrant sans cesse que les seules perspectives qui s'offrent au mouvement étudiant sont de s'organiser dans une U.N.E.F. débarrassée des virus spontanistes et révisionnistes, et de placer ainsi stratégiquement le mouvement étudiant sous la direction de la classe ouvrière réorganisée dans le cadre d'un Front Uni des masses populaires.

A BAS LES LIQUIDATEURS DU MOUVEMENT ETUDIANT.

LUTTONS DANS LES FACULTES POUR REGROUPER TOUS LES PROGRESSISTES DANS LE FRONT UNI.

C'est à qui prendra l'air le plus féroce :

» La C.G.T. n'a pas caché son opinion sur la malaisance du régime des monopoles et elle a considéré que plus vite il disparaîtrait, mieux cela vaudrait.

(Frachon).

» En même temps — et M. Chaban-Delmas ne fera croire à personne qu'il s'agit là d'une découverte — notre parti a clairement

CENSIER (Paris)

SIONISME : FASCISME

Mardi 9 décembre à 18 h, le Comité Palestine de Censier organisait un meeting de soutien au peuple palestinien. Avant même que le meeting ne commence une trentaine de sionistes, casqués et armés de matraques et couteaux foncèrent sur le masse des étudiants aux cris d'« Israël, Israël » ; beaucoup d'étudiants qui sortaient d'un cours furent matraqués. Durant un quart d'heure, les sionistes se sont acharnés sur certains militants, et en particulier sur trois membres de l'organisation anti-sioniste israélienne Matzpen (l'un d'entre eux reçu un coup de couteau dans le temps et est encore dans le coma).

Nous devons replacer cette attaque dans contexte actuel de la fascisation en France ; au moment où la répression contre nos camarades (militants H.R. sur les marchés, travailleurs émigrés particulièrement combattifs, etc...) s'intensifie, de tels faits

montrent que la bourgeoisie française peut compter sur le soutien actif des contre-révolutionnaires de tous les horizons pour tenter d'endiguer la montée des forces anti-monopolistes et anti-impérialistes. Tous les thèmes lui sont bons pour camoufler ses intérêts sordides, ainsi, à cette même heure, sur Europe 1, était diffusée une émission « humaniste » sur le thème : « renaissance de l'antisémitisme en France sous l'impulsion des gauchistes ». (N'oublions pas que les victimes des sionistes à Censier sont eux-mêmes des juifs habitant la Palestine !)

Halte au fascisme sous toutes ses formes !

Vive la juste lutte du peuple palestinien contre le sionisme !

Nous savons faire face aux provocations fascistes !

C.D.H.R. Censier

... A PROPOS

Depuis quelque temps, à entendre les porte-paroles du pouvoir gaulliste, le P «C» F est redevenu l'adversaire irréductible et menaçant, qui complote la prise de pouvoir et l'instauration d'un « totalitarisme » (comme dit De Gaulle).

Chaban-Delmas a donné le ton, à l'occasion de la grève de l'E.G.F., députés, ministres, bref, toute la cordée gaulliste jusqu'aux gens du S.A.C., se mettent à chanter à l'unisson.

Le Baron de Nansac-Guichard, encore tout crotté de sa mésaventure du bocage nantais, y est lui aussi allé de son couplet :

Le parti politique qui a lancé une opération de grande envergure sur l'université française n'hésite pas à se donner le visage qui convient, cherchant à annexer à son profit les mots de « renouveau » et d' « organisation » — tout en attisant le désordre.

» Il serait étrange, mais il n'est pas impossible, que, trompés par ces apparences, des hommes qui, comme nous, souhaitent rénover sans détruire renforcent directement ou indirectement un parti que ne semble pas beaucoup déranger la « normalisation » de l'université des certains pays de l'Est.

Guichard n'hésite pas à « suggérer aux syndicalistes enseignants d'écartier de leurs organisations, les gens du P «C» F.

Je ne prétends d'aucune manière m'immiscer dans les affaires des syndicats et des syndiqués. Il ne peut être question d'interdire à des citoyens libres de leurs engagements politiques de prendre part à l'activité syndicale. Mon appel ne s'adresse pas à eux, mais à tous ceux qui seraient tentés de leur donner leur confiance. »

Le Baron de Nansac-Guichard n'a pas eu à se creuser la cervelle pour trouver les formules adéquates ; il s'est borné à reprendre les textes cégétistes de « mises en garde anti-gauchiste » adressées notamment à la C.F.D.T., et à les adapter pour la circonstance.

De leur côté, Bonzes et Bureaucrates révisionnistes s'évertuent à justifier l'étiquette « révolutionnaire » que le pouvoir leur a obligamment collé sur le ventre. Après la fameuse phrase de Séguy sur le « septennat écourté », Frachon, Berthelot, Marchais et autres moins dres sires déclenchent un « tir de barrage » verbal contre l'équipe Pompidou-Chaban-Giscard-Duhamel.

C'est à qui prendra l'air le plus féroce :

» La C.G.T. n'a pas caché son opinion sur la malaisance du régime des monopoles et elle a considéré que plus vite il disparaîtrait, mieux cela vaudrait.

(Frachon).

» En même temps — et M. Chaban-Delmas ne fera croire à personne qu'il s'agit là d'une découverte — notre parti a clairement

DE LA CAMPAGNE ANTICOMMUNISTE DU POUVOIR...

proclamé qu'il était nécessaire de substituer au pouvoir actuel des monopoles une démocratie véritable, une démocratie avancée. (Marchais).

Bref, le pouvoir d'un côté, le P «C» F et la C.G.T. de l'autre semblent prêts à « se voler dans les plumes ». Certes, ils ne le font pas encore, mais la comédie du « retenir-moi ou je fais un malheur » est destinée à tromper les masses révolutionnaires, ouvrières, paysannes, étudiants, etc. Les menaces de Chaban et Cie tiennent, en outre, de tranquillisants verbaux, destinés aux fascistes impatientes, que les sanglants lauriers de Papadopoulos et Suharto empêchent de dormir.

Mais l'objectif essentiel et urgent est de redorer aux yeux des travailleurs, le blason terni des dirigeants révisionnistes, faute de quoi ces derniers ne seraient plus longtemps en mesure de jouer les terreneux du capitalisme. Ce rôle, ainsi que nous le soulignons la semaine dernière, ils l'ont joué avec brio lors de la seconde grève de l'E.G.F.

1) En informant pas l'opinion des revendications des travailleurs en lutte, la C.G.T., et la C.F.D.T. à sa remorque, ont contribué à l'isolement de ceux-ci.

Cette tactique n'est pas nouvelle : lors de la grève des roulants S.N.C.F. en septembre dernier, les Fédérations de Cheminots n'éditèrent pas un seul tract en direction du public. Pratiquement, seuls les comités « Front Uni » ou les Comités d'Action Etudiants-Travailleurs s'efforcèrent, non sans succès, de populariser les revendications des cheminots.

Tout récemment, la grève des dockers s'est déroulée, elle aussi, sans la moindre distribution de tracts de la C.G.T., sans la moindre prise de parole sur les marchés et à la sortie des boîtes. Là encore, seuls les travailleurs d'avant-garde et les étudiants révolutionnaires se sont efforcés de pallier cette insuffisance voulue.

2) En ne mettant pas en place des piquets de grève déterminés à résister à toute agression policière, les dirigeants syndicaux de l'E.G.F. ont permis à la direction de l'E.G.F. de monter une provocation.

En effet l'arrêt de 11 lignes de métro sur 15, en pratiquant des délestages « dirigés » qui ont lésé exclusivement les petits usagers, la Direction de l'E.G.F. a cherché à grossir le nombre des mécontents. Prenant prétexte de ce mécontentement, d'ailleurs grossi démesurément par l'O.R.T.F. domestiquée et la presse « à la botte », les bonzes syndicaux ont donné l'ordre de reprise « en catastrophe », permettant ainsi à Chaban-Delmas de jouer le superman à peu de frais.

3) En capitulant devant le chantage gouvernemental, les bonzes syndicaux ont œuvré à désorienter et démoraliser la classe ouvrière.

Déjà, ils s'efforcent de « démontrer » aux travailleurs que « tout

n'est pas possible », que « le public ne suit pas » (et pour cause !), etc.

Ils vont jusqu'à parler de « civisme », l'argument même de la bourgeoisie, alors que la seule réponse au chantage de celle-ci, c'était justement de lui riposter tous ensemble.

Mais justement, les dirigeants révisionnistes du P «C» F et de la C.G.T. savent « jusqu'où ils peuvent aller trop loin » sans risquer autre chose que des foudres verbales... Et ils entendent bien s'en tenir là.

Cela veut-il dire que ce théâtre d'ombres va durer toujours ? L'affirmation serait faire fi de la situation chancelante du capitalisme français.

L'aggravation des contradictions entre capitalismes rivaux, dont chaque conférence « européenne » donne une image sans fard, réduit continuellement la marge de manœuvre du pouvoir des monopoles. Il sera de moins en moins à même d'accorder les minima grâce auxquelles les dirigeants révisionnistes ou réactionnaires des organisations ouvrières et paysannes peuvent « casser » les mouvements revendicatifs sans se démasquer complètement.

D'où la possibilité, envisagée par certains dirigeants gaullistes, du recours à la dictature terroriste ouverte, bref au fascisme, ce qui impliquerait alors la fin de la collusion avec les organisations politiques et syndicales du révisionnisme.

Dans l' « Humanité » déteinte, Andrieu a relevé la petite phrase de Debré, prononcée devant le congrès U.D.R. de Montpellier appelant à un combat contre le « totalitarisme », combat qui sera « plus dur encore dans les années, les mois, les semaines à venir », sans pour autant (on s'en doute !) appeler la classe ouvrière et le peuple travailleur à faire face concrètement à l'attaque qui s'annonce.

Il est vrai que les foudres de guerre de l' « Huma-blanche » ne sont que des foudres d'escampette. Il y a trop longtemps qu'ils sonnent la retraite pour se mettre soudain à sonner la charge.

« On était si bien comme ça ! » se lamentent-ils. Les organisations syndicales révisionnistes commençaient à peine à jouir des 30 deniers gagnés en juin 1968 sur le dos des travailleurs.

Ainsi, par exemple, un protocole a été signé le 10 juillet 1969 entre la S.N.C.F. et les organisations syndicales de cheminots. Les grandes lignes de ce protocole avaient été arrêtées à l'issue de la grève de mai-juin 68. Des rivalités entre organisations en ont retardé la signature pendant un an, mais enfin, tel qu'il est tel leur plaisir, aux bonzes de toutes couleurs. Qu'on en juge ;

Les organisations syndicales auront, à compter du 1-1-70, 90 permanents payés intégralement par la S.N.C.F., (dont 29 pour la C.G.T. et 22 pour la C.F.D.T.), et au total bénéficieront d'un crédit de 792.794

heures (dont 262.624 pour la C.G.T. et 203.180 pour la C.F.D.T.). Comme on peut le voir, les résultats substantiels obtenus pour elles, par les organisations syndicales sont sans commune mesure avec les miettes jetées en pature aux travailleurs.

Las ! à peine sèche, l'encre des accords de collaboration de classe conclus à la S.N.C.F., ailleurs, dans le secteur public ou privé, voilà que les monopoles menacent de ne plus jouer le jeu !

C'est que, pour eux, le réformisme et le révisionnisme sont des expédients pour faire face à une situation, mais non une panacée. Le cas échéant, on s'en débarrasse sans ménagement. Il ne suffit pas de rayer la lutte des classes des statuts de la C.G.T. pour que la lutte de classe cesse d'être une réalité objective. Dans cette lutte, réformistes et révisionnistes croient être des partenaires, ils ne sont que des instruments, rien de plus. Déjà, on nous rebat les oreilles avec différents sondages dont le but est de préparer l'opinion à une « réglementation du droit de grève », dans les services publics pour commencer. Déjà, C.D.R., S.A.C. et autres fascistes multiplient les déclarations de guerre aux travailleurs.

La comédie évoquée au début de cet article va-t-elle tourner au drame ?

La position des marxistes-léninistes et des révolutionnaires, en la circonstance, est parfaitement claire. Ils n'ont pas d'illusion à rejeter, car c'est déjà fait. Ils sont prêts à la lutte contre le pouvoir des monopoles, aux côtés de tous ceux qui sont décidés à ne plus reculer d'un pouce devant la menace fasciste, et à passer dès que possible à la contre-attaque.

Lorsque les dirigeants révisionnistes du P «C» F et de la C.G.T. — pour tenter de tromper encore le peuple — font mine d'appeler au combat, il ne suffit pas de dénoncer leur trahison, il faut leur répondre « chiche ! ».

A la base, d'innombrables responsables honnêtes, mais trompés leur font encore confiance. Eux, sont prêts à se battre, et pas à fleurets mouchetés. Autour d'eux, les militants de base, les travailleurs inorganisés mais susceptibles de se joindre à toute lutte véritable... A côté d'eux les militants des autres organisations syndicales ou politiques... Tous ces travailleurs sont nos camarades de combat en puissance.

Le moment approche où les illusions réformistes entretenues par les bonzes et bureaucrates de tout poil, et encouragées par le pouvoir, vont éclater comme des bulles de savon.

A l'avant-garde marxiste-léniniste d'être à la hauteur de cette situation, afin de faire en sorte que les prochains contrats de la classe ouvrière et de ses alliés soient des combats victorieux.

St-BRIEUC : Manifeste pour la constitution d'un comité de lutte contre la répression !

Alors que le pouvoir multiplie les actes d'arbitraire et les mesures de répression, alors que Marcellin déclare tout net à l'Assemblée que le pouvoir renouvellera les arrestations préventives, le temps n'est plus aux motions, ni à l'expression de notre indignation, mais aux mesures propres à mettre un terme à la répression.

Quinze professeurs de philosophie de l'Académie, constatant la détérioration rapide de la situation politique, estiment urgent de s'organiser en vue de lutter contre la fascisation du régime.

Délibérément, le pouvoir choisit de frapper, parmi les enseignants, les professeurs de philosophie qu'il considère comme les plus vulnérables : il appartenait donc aux professeurs de philosophie de prendre l'initiative de la riposte.

Cependant la répression dépasse largement le cadre des professeurs de philosophie ; les suspensions intervenues ne concernent pas seulement Senik et Kahn, elles font peser en permanence une menace sur tout professeur, quel qu'il soit, qui désormais risque de se voir privé de son travail du jour au lendemain, sur simple décision du ministre : « c'est pour que la participation joue à plein qu'il faut parfois mettre les tricheurs à l'écart » (Guichard ou Sénat).

Ces mesures ne sont pas isolées. C'est une politique concertée par laquelle le pouvoir entend soumettre par tous les moyens tous ceux qui s'opposent à la domination idéologique et économique du capitalisme. Devant la montée et la convergence des luttes populaires (ouvriers, commerçants, paysans, étudiants) et l'aggravation de la crise économique, le pouvoir, pour maintenir sa domination, se voit contraint de recourir à une répression toujours plus lourde et de violer sa propre légalité. C'est ainsi que s'installe le fascisme.

C'est pourquoi ces dernières semaines, le processus de fascisation s'est accéléré comme le montrent :

- les arrestations préventives accompagnées de menaces et assorties de colomnies à l'égard des militants arrêtés ;
- les interventions de la police dans les entreprises en grève (E.D.F.) et dans les établissements scolaires ;
- condamnation de syndicalistes paysans à des peines de prison ;
- remise en cause du droit de grève ;
- multiplication des procès politiques (Nice, Aix, Grenoble) ;
- l'arbitraire dans la sélection et le recrutement du personnel de surveillance aussi bien que du personnel enseignant auxiliaire ;
- la fermeture autoritaire d'établissements scolaires.

Ces professeurs dénoncent de telles mesures qui font la preuve de l'orientation fascisante du pouvoir, et ils en appellent, non seulement à tous les professeurs, mais à tous ; parents, élèves, agents de l'Education Nationale, qui sont, à terme, concernés par ces mesures.

Il est urgent que les personnels de l'Education Nationale se mobilisent et s'organisent pour se tenir prêt à répondre par l'action appropriée à toute nouvelle répression.

C'est la raison pour laquelle les professeurs appellent à la constitution d'un Comité de Lutte contre la Répression, étant bien entendu qu'un tel Comité, né d'une urgence, ne peut être que provisoire, et qu'il est prêt à s'intégrer dans un front de lutte plus large, reliant concrètement notre action à celle de l'ensemble des travailleurs menacés par la répression.

L'existence d'un tel Comité ne se justifie que par le militantisme de ses membres, son efficacité et ses possibilités d'action ne seront réelles que si ses membres sont suffisamment nombreux et décidés.

1^o le Comité est ouvert à tous les membres de l'Education Nationale ;

2^o il se propose dans un premier temps de diffuser et de centraliser les informations sur la répression ;

3^o les formes de lutte seront fonction de la résolution de tous, clairement exprimée ;

4^o il est donc nécessaire que chacun fasse, dans les plus brefs délais, connaître sa volonté et formule des propositions d'action ; en particulier à propos des affaires Senik et Kahn.

Une action n'est possible que dans l'unité.

SEULE L'ACTION UNIE ET RESOLUE NOUS PERMETTRA DE NOUS OPPOSER EFFICACEMENT A LA REPRESSION ET A LA FASCISATION

TOUS UNIS A L'OFFENSIVE



CONTRE LA FASCISATION !

LA LUTTE AU COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE :

Tout le monde se souvient encore de la courageuse grève de la faim de cinq travailleurs du centre de recherches nucléaires de Saclay. Cette action a brisé le mur du silence que le pouvoir et les centrales syndicales avaient dressé autour de la situation qui règne au C.E.A. depuis plusieurs mois. Quelle est cette situation ?

En mai-juin 1968, le C.E.A. est en grève. Le mouvement est dur : les dirigeants syndicaux qui essaient de dévier la lutte vers des objectifs étrangers aux travailleurs sont désavoués. Des comités d'action sont mis en place dans tous les centres (tant dans la région parisienne que dans les centres de production de province : Pierrelatte, Marcoule, La Hague). Mais après le mouvement, la direction et les mouvements syndicaux « récupèrent » ces

adaptée à la situation) : la C.G.T. s'y oppose et joue le rôle de briseur de grève.

Le 12 novembre : la direction annonce les 2 600 licenciements. La C.G.T. se décide enfin à lancer un ordre de grève de 48 heures pour le 17. Les grévistes de la faim arrêtent.

Le 17 : grève générale dans tous les centres ; particulièrement combative en province. (Comme par hasard, c'est là que la C.G.T. est la moins implantée et a pu le moins démobiliser les travailleurs). Manifestation aux Invalides détournée en queue de poisson par les dirigeants syndicaux.

Le 18 : meeting à la fac d'Orsay avec les syndicats du C.N.R.S., mais les dirigeants syndicaux du C.E.A. refusent de faire un meeting combattiviste suivi d'une



initiatives mal organisées à la base et les transformant en « structures de participation » où les travailleurs ne peuvent plus faire entendre leur voix. La direction profite de la mobilisation pour prendre des mesures répressives, notamment contre les « régiels » (travailleurs « loués » comme du matériel au C.E.A. par des entreprises extérieures, notamment des boîtes de nettoyage).

Après le référendum, la situation s'aggrave : jusqu'ici, le C.E.A. était une « vache à lait » entièrement au profit des entreprises capitalistes françaises, auxquelles il économisait des frais de recherche et de formation de personnel et il fournissait des débouchés très importants. Maintenant, après le rapprochement avec l'impérialisme américain, le pouvoir veut liquider le C.E.A. au profit des trusts U.S., et cette liquidation, le personnel va en faire les frais : 6 000 licenciements prévus dont 2 600 déjà connus (sur un effectif total de 30 000).

Face à cette politique répressive du pouvoir, que font les syndicats ? La direction C.G.T. ne fait rien, ouvrant ainsi la porte à la démagogie F.O.

Déjà, en juin 1969, 14 opérateurs de Saclay s'étaient mis en grève trois semaines pour l'amélioration de leurs salaires : les syndicats sont laissés isolés. En octobre, le personnel de l'infirmerie s'était mis en grève contre des conditions de travail très dures (jusqu'à 72 heures par semaine, avec permanence de nuit) : les syndicats n'ont rien fait, fidèles à leur tactique de laisser isoler les luttes « catégorielles » (chacun pour soi, pas d'unité entre les travailleurs). Malgré cela, ces luttes ont obtenu des résultats non négligeables grâce à la résolution des travailleurs.

En octobre, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : une centaine de femmes de ménage d'entreprises extérieures sont jetées à la rue sans espoir de retrouver du travail, ainsi qu'une infirmière capable d'être une militante soit-disant « gauchiste ». Là encore, les syndicats ne vont rien faire : c'est dans ce contexte que commence la grève de la faim de 5 travailleurs.

Mais, à la base, le personnel du C.E.A. admet de moins en moins de rester inactif. Tout le monde se sent mauvaise conscience à l'égard des grévistes de la faim. Il y a des réunions.

La nuit du 27 octobre, la police en armes envahit le centre, arrête les grévistes de la faim et plusieurs syndicalistes, pour les relacher en pleine nature.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : le personnel de Saclay organise une manifestation le 30, de Massy à Palaiseau.

Mais cette manifestation, sans caractère militant, restera sans suite.

Le 6 novembre, alors que les grévistes de la faim continuent courageusement, conférence de presse à la bourse du Travail.

F.O. lance l'initiative d'une grève illimitée (cette initiative est peut-être inspirée par la démagogie, mais elle semble

manifestation et manipulent le personnel pour faire reprendre le travail le lendemain sans avoir obtenu la plus petite concession de la direction.

Le 20 : grève de 24 heures au centre de Fontenay dont la C.G.T. se désolidarise à midi !

Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. ont-ils systématiquement saboté le mouvement ?

La base de la tactique erronée, de collaboration de classe, des révisionnistes, c'est l'illusion qu'il est possible de réaliser des progrès durables par « nationalisation démocratique », sans s'attaquer à la nature du pouvoir bourgeois et de passer ensuite « progressivement au régime « socialiste » (en fait de type « suédois »).

Conséquences :

— on n'attaque pas l'administration de front. Actions bidons ou pas action du tout ;

— quand les travailleurs sont mobilisés, comme en mai 1968, brader le mouvement le plus vite possible et mendier des « revendications » avec un rapport de force défavorable ;

— refuser l'unité syndicale à la base et dans l'action, pratiquer la magouille intersyndicale au sommet, surtout avec les cadres ;

— ne plus penser à la classe ouvrière ;

— empêcher les militants de base de s'exprimer valablement ;

— passer sous la table les intérêts généraux, révolutionnaires des travailleurs.

Tout cela pour proposer au pouvoir des « solutions de rechange » dans le cadre du capitalisme, pour aménager le capitalisme sans faire de mal aux capitalistes, en loyaux gérants de la bourgeoisie. La C.G.T. ne se distingue donc plus de F.O. : même syndicalisme réformiste à la petite semaine.

QUE FAIRE ?

de deux choses l'une :

a) Ou le personnel est d'accord avec :
— les 5 000 licenciements ou plus, dont 2 600 déjà annoncés,

— les méthodes policières,
— les méthodes employées contre les femmes de ménage,

— le fait de laisser crever les grévistes de la faim et alors il ne fait rien d'actif pour se défendre (c'est-à-dire, au besoin, déborder les syndicats).

b) Ou il n'est pas d'accord et il se mobilise pour défendre avant toute chose :

— LE DROIT AU TRAVAIL (le droit d'exiger en régime capitaliste, un boulot pour ne pas crever de faim, c'est bien le minimum !),

— AU MINIMUM (voir Decazeville), UNE RECONVERSION DECENTE, et non comme les femmes de ménage, le pavé, et non pas seulement pour messieurs les cadres, ingénieurs, techniciens,

— L'ARRÊT DES METHODES POLICIERES (AUBE DU FASCISME, OU TOUT AU MOINS DE LA FASCISATION ; voir Chalandon, Marcollin, etc.).

IL FAUT BIEN VOIR QUE CEUX QUI COURBERONT L'ÉCHINE LE PLUS BAS POSSIBLE ONT TOUTES LES CHANCES D'ÊTRE FRAPPÉS LES PREMIERS.

Il n'est pas question de défendre le

C.E.A. tel qu'il est : il n'est pas une « panacée » mais une vache à lait pour l'industrie privée, un gaspillage éhonté de moyens humains et matériels, sans aucune planification de la recherche appliquée. Tout cela est dû à l'anarchie capitaliste. Quant à la recherche fondamentale et aux intérêts à long terme, le gouvernement n'en a rien à faire ; il ne cherche qu'à se sortir du pétrin au plus tôt par n'importe quel expédient. Que peuvent faire l'administration et le gouvernement en proie à de très graves difficultés économiques ? Liquider les excroissances et servir ce qui peut rester et être rentable sur un plateau à l'industrie privée, américaine principalement.

Devons-nous affirmer notre préférence pour l'industrie privée française. L'argument disant oui (avec une arrière-pensée : lors de la révolution, il sera plus facile de liquider les trusts français qu'américains) est complètement irréalisable car il méconnaît les relations internationales du capital.

Ce qu'il faut attaquer, c'est le capitalisme. Ce n'est qu'en régime socialiste qu'il sera possible d'avoir une gestion cohérente des ressources en énergie (pétrole, énergie atomique, etc.).

On voit donc ici la duplicité des dirigeants révisionnistes, qui, en bons social-chauvins, font l'apologie de la « filière française », ce qui revient à prendre la défense du capitalisme français contre les américains, comme s'ils n'étaient pas tous des exploités.

CONCLUSION :

Les travailleurs en ont assez des grèves bidons, des grèves de défoulement, justes bonnes à montrer à l'Administration que les directions syndicales conservent une certaine représentativité pour continuer leur diplomatie publique et secrète.

Une grève n'est pas un acte symbolique, la manifestation externe d'une opinion, coupée des réalités concrètes, mais acte de violence, par lequel on contraint l'exploiteur à reculer, à lâcher du lest, à concéder des satisfactions.

A BAS LE RÉVISIONNISME DES DIRIGEANTS DU P.C.F. ET DE LA C.F.D.T., QUI CONSTITUE UNE TRAHISON DES INTÉRÊTS DU PROLETARIAT !

A BAS LE RÉFORMISME COMPLICE DES EXPLOITEURS, DES DIRIGEANTS DU F.O. ET C.F.D.T. !

VIVE L'ORGANISATION À LA BASE DES TRAVAILLEURS, VIVE LE COMITÉ DE BASE !

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS, UNITE À LA BASE ET DANS L'ACTION !

GRENOBLE : Bilan du travail du Comité d'Action et d'Unité à la Base

Le Comité d'Action et d'Unité à la base de Grenoble s'est fixé pour but, comme son nom l'indique, d'unir les luttes de toutes les couches opprimées par les monopoles, en particulier, et sous sa direction, la classe ouvrière.

Le C.A.U.B. veut être une organisation de masse, rassemblant ouvriers, petits commerçants, artisans, étudiants...

Aussi, y a-t-il une contradiction apparente entre cet objectif et le nombre relativement restreint de personnes qui participent au travail pratique du comité.

Autrement dit, comment souder effectivement à ce noyau des « militants actifs, les gens que nous connaissons qui sont d'accord avec nous, mais qui ne nous ont pas encore rejoint ? Par ailleurs l'influence du C.A.U.B. grandit : participation de plusieurs ouvriers, vente plus élevée du journal Front-Unité devant les usines, perspectives mensuelles de travail dans plusieurs usines.

Voici les trois ordres de difficultés essentielles que rencontre notre C.A.U.B. :

1) Comment améliorer votre style de travail ?

Comment faire participer tout le monde au travail pratique ?

2) Comment résoudre au mieux les questions organisationnelles, la répartition des forces en fonction du travail ?

3) Le C.A.U.B. et les syndicats réformistes.

A) NOUS DEVONS FAIRE CONFIANCE ET REDONNER CONFIANCE : voilà notre mot d'ordre de combat !

Cela veut dire que nous pouvons et devons faire participer à notre travail tous ceux qui sont d'accord avec nous, en libérant leur initiative :

leur demander des informations sur leurs lieux et conditions de travail, leur confier la diffusion de un ou deux F.U., ou de quelques tracts, les inviter à écrire des articles, à envoyer leurs critiques, etc...

Nous n'y parviendrons que si nous lions avec eux de réels liens d'amitiés, que si nous chassons de nos têtes des idées erronées comme : croire que tout le travail consiste en Assemblées générales impeccables, en tracts nombreux, en réunions d'équipes studieuses...

Nous devons développer l'entraide, la solidarité sous toutes ses formes (aides matérielles — conseils juridiques...). Nous devons avoir des initiatives dans le sens de la détente pour les travailleurs : projections de films, diapositives, expositions, etc... Ces réunions seront se connaître des travailleurs isolés, mettront en contact tous ceux qui lisent H. R. et que les militants rencontrent séparément.

Le C.A.U.B., au départ, était composé d'une majorité d'intellectuels : en particulier étudiants. Les interventions longues et « théoriques » abondaient, le souci de la « perfection » dans les réunions, entretenait un climat froid, scolaire et tendu. Les assemblées générales comportaient souvent des ordres du jour trop rigides, ne correspondant pas à la situation du moment et des travailleurs présents. Elles portaient pourrait-on dire, le cachet administration-organisation = discipline ! Un ouvrier un jour n'a pu s'empêcher de nous dire : « c'est bien ce que vous faites, mais quelle sécheresse ! mettez un peu de chaleur humaine dans vos réunions ! ».

Nous devons bien voir que les travailleurs qui nous rejoignent, ont des problèmes quotidiens et que certains

viennent au C.A.U.B., pour dire tout crû ce qu'ils ont sur le cœur, à propos de l'exploitation capitaliste. Devons-nous leur couper la parole sous prétexte qu'ils s'écartent de l'ordre du jour prétexté ?

Les A.G. doivent précisément permettre à tous les travailleurs de s'exprimer et aux étudiants d'apprendre à les écouter, à se soucier de leurs conditions de vie et de travail.

Ainsi, deux exemples concrets de la pratique du C.A.U.B. dans ce sens : une aide matérielle : (collecte et popularisation) aux ouvriers d'une petite usine, en grève. Les ouvriers de cette usine ont lu nos tracts, constaté notre désir réel de les aider et de les soutenir.

Une collecte pour venir en aide à deux camarades du comité a été faite.

2) LES QUESTION D'ORGANISATION SONT ÉTROITEMENT LIÉES AU STYLE DE TRAVAIL, ELLES EN DECOULENT ET IL NE PEUT Y AVOIR STYLE DE MASSE SANS UNE BONNE ORGANISATION DES FORCES.

La nécessité de structurer le comité s'était faite sentir au mois de février dernier, du fait de l'arrivée de nouveaux militants et par suite, de la longueur des A.G.

Nous nous sommes alors divisés en 3 équipes : une équipe de projection sur un quartier ouvrier et commerçant, une équipe sur une usine de ce même quartier, et une équipe, dite « volante », qui travaillait de façon sporadique sur des usines alentour. Un « bureau », en plus des trois équipes, préparait les A.G., coordonnait le travail, etc...

(suite page 10).

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(14)

QUEL POUVOIR VOULONS-NOUS INSTAURER ? (III)

II. — LE SYSTEME POLITIQUE DE DEMOCRATIE POPULAIRE : LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE AU SEIN DU PEUPLE (Suite).

Associer les masses au nouveau pouvoir en leur permettant d'y prendre une place est absolument nécessaire si l'on veut se faire des alliés de la petite-bourgeoisie après la prise du pouvoir :

« De quelle façon le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat peut-il devenir l'instrument de sa lutte de classe pour exercer son influence sur les masses laborieuses non prolétariennes ? Pour les attirer aux côtés du prolétariat ? Pour les conquérir, pour les arracher à la bourgeoisie ?

(« Les Elections à l'Assemblée constituante. »)

Lénine poursuit en disant que pour cela le prolétariat détruit l'Etat bourgeois et le remplace par le pouvoir des soviets « nouvel appareil d'Etat adapté à la dictature du prolétariat et à sa lutte contre la bourgeoisie pour conquérir les masses laborieuses non prolétariennes » (ibid).

« Seuls les travailleurs et les exploités étaient admis aux soviets, à l'exclusion des exploités de toute espèce. C'est ainsi que d'emblée, d'un seul coup, immédiatement après avoir conquis le pouvoir d'Etat, le prolétariat conquiert sur la bourgeoisie une masse énorme de ses partisans dans les partis petits-bourgeois et « socialistes » car cette masse est formée de travailleurs et d'exploités que la bourgeoisie... trompait, et qui, en recevant le pouvoir des soviets, obtiennent pour la première fois un instrument de lutte de masse pour leurs intérêts propres, contre la bourgeoisie » (ibid).

C'est en les faisant participer au pouvoir dans les soviets et sous direction du prolétariat, que ce dernier réalise la deuxième tâche de la dictature du prolétariat définie par Lénine :

« Entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son Parti Communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation contre les exploités ; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer sur la base de son expérience pratique, confiance dans le rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire. »

(« Thèses sur les tâches du II^e Congrès de l'I.C. »)

Cette tâche ne peut en aucun cas être menée à bien par des moyens de coercition mais par la lutte idéologique et politique, les décisions du pouvoir prolétarien, sa direction politique.

C'est par des moyens démocratiques, en organisant la démocratie pour le peuple sous direction centrale du prolétariat, que le prolétariat mènera à bien ce travail d'éducation, résoudra peu à peu toutes les contradictions qui existent entre lui-même et les classes petites-bourgeoises. La structure politique adéquate pour mener à bien ces tâches doit réaliser le centralisme démocratique au sein du peuple. En U.R.S.S., cette structure politique fut celle du système des soviets ; dans notre pays, elle aura d'autres formes que les masses inventeront mais on peut penser que s'y retrouveront les grands traits qui caractérisent le système des soviets :

« Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes — d'autant plus ingénieux et efficaces que la démocratie « pure » est plus développée — les capitalistes écartent les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc. Le premier au monde (rigoureusement parlant le deuxième, puisque la Commune de Paris avait commencé la même chose), le pouvoir des soviets appelle au gouvernement les masses, notamment les masses exploitées... Les soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle facilite la possibilité d'organiser elles-mêmes l'Etat et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élus. Automatiquement, l'organisation soviétique facilite l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat. Le vieil appareil bourgeois — la bureaucratie, les privilèges de la fortune, de l'instruction bourgeoise, des relations, etc., (ces réels privilèges sont d'autant plus variés que la démocratie bourgeoise est plus développée) — tout cela se trouve éliminé sous le régime des soviets. La liberté de la presse cesse d'être une hypocrisie, les imprimeries et le papier étant enlevés à la bourgeoisie. Il en est de même des meilleurs édifices, des palais, des hôtels particuliers, des maisons seigneuriales, etc. Le pouvoir soviétique a d'un coup enlevé par milliers les meilleurs de ces immeubles aux exploités ; et c'est ainsi qu'il a rendu un million de fois plus « démocratique » le droit de réunion pour les masses, celui-là même sans lequel la démocratie est un leurre. Les élections indirectes aux soviets non locaux facilitent les congrès des soviets, rendent tout l'appareil moins coûteux, plus mobile, plus accessible aux ouvriers et aux

paysans, à une période de vie intense où il importe d'avoir au plus vite la possibilité de rappeler son député local ou de l'envoyer au congrès général des soviets.

La démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise ; le pouvoir des soviets est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises. »

(« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky. »)

Mais cette démocratie, nous dit Mao n'est pas l'anarchie ; elle s'accompagne d'une direction. C'est une démocratie à direction centralisée :

« Au sein du peuple, la démocratie est corrélatrice au centralisme, la liberté à la discipline. Ce sont les deux aspects contradictoires d'un tout unique ; ils sont en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre... Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique. »

(« De la juste solution des contradictions au sein du peuple. »)

Cela ne signifie pas que l'on doit résoudre les controverses au sein du peuple, les questions d'ordre idéologique au moyen d'ordres administratifs et de contrainte ; mais « afin de pouvoir exercer une activité productive efficace, étudier avec succès et vivre dans des conditions où règne l'ordre, le peuple exige de son gouvernement, des dirigeants de la production et des dirigeants des institutions culturelles et éducatives qu'ils émettent des ordres administratifs appropriés ayant le caractère de la contrainte... Les ordres administratifs et les méthodes de persuasion et d'éducation se complètent mutuellement dans la solution des contradictions au sein du peuple. Il faut que les ordres administratifs émis pour maintenir l'ordre dans la société soient également accompagnés d'un travail de persuasion et d'éducation, car le seul recours aux ordres administratifs est, dans bien des cas, inefficace. »

(« De la juste solution des contradictions au sein du peuple. »)

Large démocratie pour le peuple sous direction centrale du prolétariat, s'exerçant dans un appareil d'Etat nouveau, du genre soviétique, formé des représentants directs élus des masses : telle sera la structure politique de la démocratie populaire dans ses grandes lignes.

Comme nous l'avons déjà analysé en détails, la France est un pays capitaliste monopoliste très développé ; mais parmi nous les pays impérialistes c'est celui où la petite bourgeoisie est la plus importante, du fait de la manière concrète dont s'est formé et développé le capitalisme dans notre pays.

Toute dictature du prolétariat implique la démocratie pour les autres classes faisant partie du peuple : la dictature du prolétariat sur les exploités fonde la démocratie populaire. Mais suivant l'importance que peuvent avoir les autres classes formant le peuple, la démocratie pour le peuple joue des rôles différents, a des tâches différentes par exemples dans certains pays impérialistes comme la Grande Bretagne la petite paysannerie n'existe pratiquement plus.

Là où comme dans notre pays la petite production est encore très importante c'est dans le cadre de la démocratie et non par la contrainte, la coercition, que s'effectuera sa transformation socialiste. Il est donc important pour le Front Uni que nous voulons édifier de préciser, les perspectives, de préciser la nature du système politique que nous voulons édifier.

III. — LES TACHES DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE.

La prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés n'est pas la fin de la révolution mais un nouveau départ sur une base nouvelle. Car alors commencera effectivement la lutte pour le socialisme. Les formes de la lutte des classes continueront, tout aussi vive.

Car la société socialiste qui naît avec l'instauration de la dictature du prolétariat et la constitution d'un vaste secteur d'économie socialiste est une société de classes. Pendant toute la période de transition du capitalisme au socialisme intégral les classes continuent d'exister : le prolétariat, la bourgeoisie et toutes les fractions de la petite bourgeoisie.

Cette dernière n'est pas expropriée et le prolétariat n'exerce pas sur elle sa dictature. Le prolétariat ne peut résoudre ses contradictions avec elle que de manière démocratique, en gardant entre ses seules mains tous les moyens lui permettant de réprimer toute éventuelle révolte contre révolutionnaire de la petite bourgeoisie.

Lénine nous enseigne que la première tâche de la dictature du prolétariat (en même temps que l'exercice de la répression sur les exploités) sera de sceller une alliance solide avec la petite bourgeoisie, d'en gagner les larges masses.

Cela se fera d'abord en satisfaisant les revendications immédiates de la partie exploitée, opprimée de la petite bourgeoisie. Ce n'est pas sur notre programme socialiste « maximum » que l'on dressera cette classe aux

côtés du prolétariat contre la bourgeoisie (rompant ainsi son alliance séculaire avec la bourgeoisie) mais sur ses revendications immédiates concernant ses conditions de vie et de survie.

Immédiatement après la prise du pouvoir il faudra satisfaire non seulement toutes les revendications immédiates du prolétariat mais aussi les revendications immédiates de la petite bourgeoisie exploitée. Sur ce point Lénine est très clair :

« quelques heures après avoir pris le pouvoir le prolétariat russe a promulgué le « décret sur la terre » qui donnait la terre aux paysans et satisfaisait tous les besoins économiques les plus pressants de la majorité des paysans ».

Et Lénine poursuit :

« Pour prouver aux paysans que les prolétaires ne veulent ni les inférioriser, ni les commander, mais les aider et être leurs amis, les bolchéviks victorieux n'ont pas placé un seul mot à eux dans le « décret sur la terre » ; ils l'ont copié, mot pour mot, sur les mandats paysans (les plus révolutionnaires, bien entendu) publiés par les « socialistes-révolutionnaires » dans un journal « socialiste-révolutionnaire ».

Lénine - les élections à l'assemblée constituante -

Bien entendu (et nous l'avons amplement souligné dans H.R. n° 32) nous ne soutiendrons pas, ni maintenant, ni après la prise du pouvoir, les revendications réactionnaires de la petite bourgeoisie tendant non pas à survivre, à éviter la ruine, le chômage, l'exode et la misère, mais à se développer, à s'enrichir, à devenir « des gros ».

Immédiatement, en prenant le pouvoir le prolétariat expropriera sans indemnité les capitalistes, et en premier lieu les monopoles. Ainsi sera constitué avec les grandes industries privées, les banques, les sociétés commerciales et l'actuel secteur nationalisé un puissant secteur socialiste d'Etat.

Dans notre pays, à la différence de la Russie, le capitalisme s'est beaucoup développé créant ainsi les bases matérielles du socialisme. Le capitalisme a mis en place des moyens de production et d'échange qui, sous une direction très centralisée en quelques postes de commandement, utilisent la combinaison des forces de dizaines de milliers de travailleurs, pour les plus grosses entreprises. De même grâce à un réseau comptable et commercial centralisé le grand capital permet de dominer, d'organiser d'un centre unique le calcul, l'inventaire des marchandises et leur répartition dans tout le pays. Sous le pouvoir des capitalistes, une telle socialisation, une telle centralisation, une telle production à grande échelle n'a qu'un but : accroître leurs profits privés en abaissant les coûts de production, dont les salaires font partie, perfectionner l'exploitation des travailleurs, la « rationaliser ».

En prenant le pouvoir le prolétariat s'empare des centres de direction permettant de diriger ces forces productives sociales et les fait servir à la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple, en fonction d'objectifs fixés par ces besoins et non par la recherche du profit.

Par ailleurs, maîtres de ces « hauteurs dominantes » de l'économie comme dit Lénine, le prolétariat les utilisera comme levier pour aider à la transformation socialiste des secteurs de la petite production en leur donnant les moyens matériels pour se regrouper, se moderniser, se concentrer.

Mais fournir à bas prix à la petite production des produits industriels ne peut conduire celle-ci que sur la voie des bonnes affaires, de son évolution en petit capitalisme si la politique prolétarienne ne guide pas l'édification économique.

Si la petite production reste individuelle, à l'affût de la spéculation de bonnes affaires, si la propriété privée et l'intérêt privé en restent la base, le levier du secteur socialiste servira à lever une marée de petits capitalistes.

C'est pourquoi la petite production ne peut bénéficier des avantages du secteur d'état qu'en contrepartie d'un passage à des formes coopératives de transition.

Mais là encore la coopération peut aller dans deux sens : la constitution de sorte de sociétés par actions de petits producteurs qui se groupent pour tourner la loi, bénéficier des fournitures du secteur socialiste et développer des activités capitalistes. Ou bien la constitution de coopératives sous direction du pouvoir révolutionnaire au service du peuple, au sein desquelles l'esprit collectif est développé, neutralisant l'égoïsme et la rapacité des petits possédants.

Les moyens matériels ne sont pas l'essentiel ; l'essentiel c'est la politique, la lutte opiniâtre du prolétariat contre les tendances spontanées au capitalisme des petits producteurs, contre l'idéologie bourgeoise en eux, lutte d'éducation et de conviction de longue haleine.

Tout dépendra donc de la direction que le prolétariat sera capable d'exercer, direction qu'il devra gagner dans la lutte, en guidant la petite bourgeoisie et en la convainquant sur la base de sa propre expérience.

GRENOBLE - COMITE D'ACTION ET D'UNITE A LA BASE

(suite de la page 8).

Après un an de travail, la situation nous oblige à repenser ces problèmes: les équipes de quartier et d'usine fusionnaient, l'équipe « volante » se fixe sur une usine où nous avons six camarades ouvriers, et sur la cité ouvrière. Le bureau qui était devenu un centre de réflexions et de discussions politiques, coupé de la vie et du travail des équipes, est transformé: deux camarades militants de chaque équipe se réunissent et organisent le travail: répartition du matériel (journaux-affiches-tracts); centralisation des adresses des sympathisants et amis, connaissance des difficultés de chacun liées à la vie professionnelle... toutes choses considérées avec légèreté jusqu'alors... et il en résultait une grande dépense d'énergie, par exemple: allées et venues inutiles — malentendus sur des heures de rendez-vous, etc..., en un mot, tendance à l'activisme.

3) LE C.A.U.B. ET LES SYNDICATS.

A l'heure actuelle, étant donné notre faiblesse numérique et organisationnelle, étant donné notre jeunesse, un grand nombre d'ouvriers reste réticent quant à nous rejoindre dans l'action.

Cela est dû en grande partie à l'habitude prise de laisser aux syndicats réformistes le soin de les défendre.

Et ces syndicats sont fortement structurés.

C'est un point de vue de classe que de réfléchir à deux fois avant de « quitter » de tels syndicats: ces ouvriers comprennent la nécessité de l'organisation; et c'est une idée qui mettra du temps avant de se concrétiser, que celle que les ouvriers doivent prendre leurs destinées en mains et reconstruire dans le feu de la lutte, leurs propres organisations de combat.

Si nous dénonçons globalement et sans explication les syndicats — en particulier la C.G.T. — nous apparaitrons comme des anarchistes, voire comme des anti-communistes déguisés, partisans de l'action spontanée et dure pour l'action spontanée et dure.

Ainsi, à Grenoble, nous avons eu une expérience négative, en ce sens qu'elle nous a coupé des ouvriers d'une usine, positive en ce sens que nous en avons tiré les leçons et que depuis, nous avons rectifié. Nous avons diffusé un tract attaquant un délégué C.G.T. de cette usine, sans tenir compte du fait qu'il est apprécié par ses camarades de travail.

La réaction a été immédiate: ne venez plus distribuer vos mensonges devant l'usine!

C'est donc une nécessité impérieuse pour nous que de montrer le lien existant entre ce que nous préconisons et la situation présente, prise dans son ensemble. Cette situation se caractérise par la fascisation croissante du régime, et indique la nécessité de la mobilisation des masses, de l'unité à la base et dans l'action.

EN CONCLUSION, NOUS NE DEVONS PAS OUBLIER QUE NOUS ALLONS A CONTRE-COURANT.

Nous participons à des degrés divers, aux luttes qui se déroulent en France, nous ne les dirigeons pas.

Quelle est notre tâche essentielle?: briser les barrières entre les couches exploitées par les monopoles (en popularisant et soutenant les luttes), faire tout ce que les réformistes ne font plus (par exemple: à l'égard des travailleurs immigrés).

Inutile de lancer des actions d'envergure, si elles ne sont pas suivies, inutile de se proclamer comité de base dans une usine, si notre base de masse se réduit à nous seuls!

De même, vis-à-vis de la C.G.T., inutile de tirer à boulets rouges sur elle: donnons notre point de vue. Et les masses dans leur pratique, se souviendront et reconnaîtront la justesse de nos positions.

NOUS DEVONS MONTRER LA NECESSITE DU FRONT-UNI SUR DES FAITS PRECIS, A PARTIR DE PROBLEMES QUOTIDIENS, SI MINIMES APPARAITRONT-ILS.

Telles sont les réflexions que nous faisons après un an d'existence, sur les difficultés rencontrées.

Un militant du C.A.U.B.
de Grenoble.

CLERMONT-FERRAND :

CHCEUR DEBATISSE-P. « C. » F. CONTRE LE C.O.P.I...

LE C.O.P.I. : ETRE ATTAQUE PAR L'ENNEMI EST UNE BONNE CHOSE

Le Président Mao nous enseigne: « En ce qui nous concerne, qu'il s'agisse d'un individu, d'un parti, d'une armée ou d'une école, j'estime que l'absence d'attaques de l'ennemi contre nous est une mauvaise chose, car elle signifie nécessairement que nous faisons cause commune avec l'ennemi. Si nous sommes attaqués par l'ennemi, c'est une bonne chose, car cela prouve que nous avons tracé une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. Et si celui-ci nous attaque avec violence, nous peignant sous les couleurs les plus sombres et dénigrant tout ce que nous faisons, c'est encore mieux, car cela prouve non seulement que nous avons établi une ligne de démarcation nette entre l'ennemi et nous, mais encore que nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail. »



Les camarades du C.O.P.I. vendant « Front-Uni » parmi les paysans. La colère des paysans gronde!

Nos amis du C.O.P.I. de Clermont-Ferrand peuvent se réjouir car ils viennent d'être l'objet d'une double attaque coordonnée, de la part de Debatisse et de la fédération du P.« C. » F. Que nos camarades du C.O.P.I. en soient encouragés. Ils ont l'assurance de notre soutien.

Lors des manifestations paysannes les 28 et 29 octobre, ce fut le black out total de la presse bourgeoise sur la participation massive des militants du C.O.P.I. aux côtés des paysans en lutte. Seul le journal monopoliste « La Montagne » en fit état en une seule ligne. Comment aurait-il pu faire différemment puisque les manifestants protestèrent pendant plus de 45 minutes devant le siège du journal contre le manque d'objectivité du journal. De son côté, Viel, secrétaire général du Comité de Guéret, si prompt à réclamer pour lui l'information objective, aveuglé par son orgueil, n'avait ce jour-là, vu ni le C.O.P.I., ni ses tracts, ni ses affiches, ni ses journaux « Front Uni » (125 achetés par les paysans). L'Humanité-Dimanche, magazine, quant à elle, réussit l'exploit de consacrer 2 pages à ces manifestations sans citer la solidarité active du C.O.P.I. avec la lutte paysanne contre les plans monopolistes de démantèlement de l'agriculture.

Seul Debatisse, cloué au pilori par le C.O.P.I., aux côtés de Mansholt, Vedel, Duhamel, a osé relever le gant dans son journal « L'Auvergne Agricole » (1). A côté d'une photo montrant son ami Giscard d'Estaing et le préfet Doustin, Debatisse a consacré sa première page au C.O.P.I., sous un flot d'insultes et de calomnies qui ont fait, comme nous le verrons plus loin, la joie de la fédération du P.« C. » F. En effet celle-ci s'est ensuite fait l'écho de Debatisse dans son édition suivante.

1) L'HYSTERIE DE DEBATISSE: Voici les effets de son indignation anti-C.O.P.I.: « Oui, cette fois les choses sont claires et ouvriront les yeux aux plus aveugles. La collusion entre les responsables du Comité de Guéret et les sections communistes du M.O.D.E.F. est apparue nettement (...) De plus la F.D.S.E.A. du Puy-de-Dôme qui porte déjà le M.O.D.E.F. en son sein — des gens plus lucides que les débris de la « vieille fédération » — ce qui ne va pas sans tiraillement, croyez-vous, A REÇU LE RENFORT INATTENDU DU C.O.P.I. (Comité ouvriers-paysans-intellectuels). Mais M. Debatisse a montré qu'il est incapable de réfuter les arguments présentés par le C.O.P.I. qui dénonçait sa complicité ouverte avec les mansholt-vedel et ses services rendus au pouvoir des monopoles. Il ne lui restait plus qu'à aller fouiller les poubelles révisionnistes pour tenter vainement de salir une organisation jeune et dynamique qui va de succès en succès: LE C.O.P.I.

Sous le titre, en rouge, LE RENFORT DES ANARCHISTES, il a éculubré ce qui

suit, et nous nous en voudrions de ne pas le faire savourer à nos lecteurs:

« D'inspiration anarchiste, maoïste, trotskyste, issu DES BARRICADES DE MAI OU SES MEMBRES SE DISTINGUERENT, LE C.O.P.I., dont l'emblème ci-joint (poing fermé) est suffisamment évocateur, a largement participé et contribué aux manifestations des 28 et 29 octobre, organisées par la F.D.S.E.A., à Ambert et Clermont-Ferrand.

Ce que veut le C.O.P.I.? le tract distribué ces jours-ci le montre clairement: la destruction de tous les organismes agricoles. Plus de remembrement, plus de crédit agricole, plus de S.A.F.E.R., plus de syndicats, plus rien: l'anarchie totale. « Ceci est une interprétation toute propre au self-made-paysan Debatisse affolé devant la montée des luttes rurales et leur radicalisation, au point qu'il envisage un Congrès extraordinaire de la F.N.S.E.A., bien orchestré, pour se faire confirmer



sur son trône chancelant (pour imiter la méthode de son compère Séguin, si critiqué à sa base, mais revalorisé par le congrès fédéral de la C.G.T., manipulé par les centaines de permanents, délégués, à sa botte).

Mais Debatisse, ou son scribe de service, n'avait encore pas exprimé là, toute sa rancœur. Reprochant à la F.D.S.E.A. de s'être prêtée au jeu du C.O.P.I., il dénonce « cette alliance avec les anarchistes ou les communistes qui révèle sa nature profonde et son seul but: maintenir à leur fauteil une poignée d'ambitieux incapables, que LA PEUR DE PERDRE LEUR PLACE MET AUX ABOIS, et qui ne reculent devant aucune trahison, aucune compromission ». On croirait vraiment entendre parler de corde dans la maison d'un pendu. Mais comment arrêter la verve d'un Debatisse en colère? Il a poursuivi sous un nouveau titre rouge « DES METHODES STALINIENNES: l'intoxication et l'intimidation ». Cela donne ceci:

« Toute la propagande de la F.D.S.E.A. est fondée sur les méthodes totalitaires (rien à voir bien entendu avec les méthodes totalitaires de M. Marcelin) bien connues qui bafouent la vérité au seul profit de ceux qui veulent s'imposer par la force et n'ont nul souci des intérêts de ceux qu'ils prétendent représenter.

Intoxication: on affirme froidement « l'immense succès » d'une réunion qui rassemblait 637 personnes (admirez la précision digne des Renseignements Généraux) en COMPTANT LES SOIXANTE MEMBRES DU C.O.P.I...

Intoxication encore la méthode typiquement stalinienne dite « du salamis » et qui consiste à attaquer et à diffamer une personne... (bien entendu M. Debatisse qui connaît la parabole car formé à la J.O.C. est incapable de jeter la première pierre car il n'a jamais péché par calomnie, même pas contre le C.O.P.I.)...

Intimidation: c'est la méthode la plus grossière et la plus brutale, la plus scandaleuse aussi. Elle a été employée auprès du journal « La Montagne » (celle-ci obtient les défenseurs qu'elle mérite): une véritable mise en demeure d'avoir à refuser tout communiqué d'organisations qui (...), etc.

N'en jetons plus, la cour de Debatisse est pleine de fumier!

Voilà tout ce qu'a pu démontrer M. Debatisse, ce qu'a pu exprimer sa colère venimeuse incapable de réfuter les thèses antimonomopolistes du C.O.P.I., sinon d'apporter un fatras de calomnies plus ridicules qu'intelligentes mais sur lesquelles s'est jeté le rédacteur de l'Humanité-Dimanche pour s'en faire l'écho.

2) LE DEPIT DE LA FEDERATION DU P.« C. » F. du Puy-de-Dôme: Après avoir loupé « le coche », contre le C.O.P.I., dans sa première édition, le rédacteur de l'Humanité-Dimanche s'est fait « mouche » dans la deuxième édition en glissant sur le fumier de Debatisse. Il a titré sur

trois colonnes « L'Auvergne Agricole UTILISE LES GAUCHISTES ». (Il est facile d'être « gauchiste » par rapport à un droitiste).

Les arguments utilisés, comme nous le verrons, sont peu différents de ceux employés par Debatisse. On manque d'imagination au P.« C. » F., et c'est pourquoi l'écrivain du M.O.D.E.F. a cru bon d'adresser ses louanges à Debatisse, pour commencer:

« Ma foi, remercions Debatisse qui me rajeunit de 50 ans (?) en reprenant à son compte la fameuse formule vieille d'un demi-siècle « Le Communisme, voilà l'Ennemi ». En réalité ce n'est pas au P.« C. » F. que Debatisse s'est attaqué. C'est à l'emblème du C.O.P.I., aux barricades de mai, etc. Se revigorer de la vieille insulte bourgeoise d'il y a 50 ans démontre assez que le parti de W. Rochet 1969 a renié le Congrès de Tours en 1920, qui fit la gloire du glorieux parti

bolchevick français de cette époque grâce à l'acceptation des « 21 conditions d'adhésions à l'Internationale » aujourd'hui condamnées par Waldeck Rochet sur l'autel de l'unité avec Guy Mollet.

L'Humanité-Dimanche poursuit ensuite sa démonstration en disant: « Pour réaliser ce mauvais coup l'« Auvergne Agricole » utilise largement la présence des « gauchistes » à l'entrée de la Maison du Peuple, le jour de la manifestation organisée par le Comité de Guéret. Elle reproduit même le fac-similé de l'insigne du fameux C.O.P.I. ». Et oui, ces nouveaux snobs du P.« C. » F. ont peur du poing de la révolte, ils en ont une peur au même titre que la bourgeoisie de plus en plus affolée par la montée des luttes, au même titre que la clique compradore de Debatisse. Ils en ont peur comme du drapeau rouge de la Révolution, comme du chant révolutionnaire des prolétaires de toute la terre « L'INTERNATIONALE » qu'ils brandent aujourd'hui pour les refrains de la « Marseillaise » (Voir Congrès de la C.G.T.). Mais l'Humanité-Dimanche s'indigne encore plus, parlant de « l'Auvergne Agricole » elle ajoute: « Elle évoque les « Barricades » de mai-juin 68, et fidèle à la ligne de la grande bourgeoisie qu'elle sert si bien, elle assimile au Parti « Communiste » français l'activité désorganisateur et provocatrice des groupuscules anarchistes, maoïstes, trotskistes ou autres. Ces spécialistes de l'amalgame sont victimes eux-mêmes de l'amalgame qu'ils ont créé. Comme le disent les camarades Chinois « Il y a des sots qui soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds. » Ils sont de ces sots-là.

Nos lecteurs peuvent constater comment les Debatisse et P.« C. » F. sont au contraire en parfaite collusion, se partageant la tâche et se renvoyant habilement la balle pour dénigrer le C.O.P.I. leur cible commune. Tous les deux assimilent les militants du C.O.P.I. aux anarchistes et trotskistes avec lesquels ils n'ont rien de commun. Ils peuvent constater également que le P.« C. » F. a besoin des cris indignés de Debatisse pour s'en faire l'écho et aussi se faire redorer leur blason comme « communiste ». En fait Debatisse, comme Chaban et Cie savent bien que le P.« C. » F. a une direction qui n'est plus communiste depuis longtemps, mais qu'il faut pour tromper les travailleurs que cette illusion dure encore. C'est pourquoi aussi leur cible réelle et commune est le C.O.P.I., instrument local du FRONT UNI ANTIMONOPOLISTE et ANTI-IMPERIALISTE pour l'UNION DANS L'ACTION ET A LA BASE, des masses populaires exploitées.

(1) La municipalité S.F.I.O. de Clermont également, qui, depuis cette date, refuse des salles pour les réunions du C.O.P.I. (accordées depuis plus d'un an) sous le prétexte fallacieux autant que subtil, que le C.O.P.I. n'a pas de statuts déposés à la Préfecture.

A L'OCCASION DU 90^e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE STALINE

UN ARTICLE DE MAO-TSETOUNG :

20 DECEMBRE 1939

STALINE, L'AMI DU PEUPLE CHINOIS



(20 décembre 1939)

Ce 21 décembre, le camarade Staline aura soixante ans. Il est facile de s'imaginer quels vœux sincères et chaleureux cet anniversaire va susciter dans les cœurs de tous les révolutionnaires du monde qui connaissent cette date.

Fêter Staline, ce n'est pas une formalité. Fêter Staline, c'est prendre parti pour lui, pour son œuvre, pour la victoire du socialisme, pour la voie qu'il indique à l'humanité, c'est se déclarer pour lui comme pour un ami très cher. Car l'immense majorité des hommes vit aujourd'hui dans les souffrances, et elle ne peut s'en affranchir qu'en suivant la voie indiquée par Staline et avec son aide.

Le peuple chinois, qui éprouve actuellement les plus grands malheurs de son histoire, a plus que jamais besoin d'aide. Comme il est dit dans Le Livre des Odes, « L'oiseau appelle et quête la réponse d'un ami » ; ce vers évoque bien la situation où nous sommes.

Mais quels sont nos amis ?

Il y a les soi-disant amis, gens qui se parent du titre d'amis du peuple chinois et que, d'ailleurs, certains Chinois appellent eux-mêmes sans réfléchir leurs amis. Mais on ne peut ranger ces amis-là que dans la catégorie de Li Lin-fou (1), ce premier ministre à la cour des Tang, connu pour avoir « du miel sur les lèvres et un poignard caché dans son sein ». Tels sont en effet ces « amis » : ils ont « du miel sur les lèvres et un poignard caché dans leur sein ». Qui sont-ils donc ? Ce sont les impérialistes, qui prétendent éprouver de la sympathie pour la Chine.

Il y a aussi des amis d'un tout autre genre, ceux qui nous portent une sympathie réelle et qui nous considèrent

comme des frères. Qui sont-ils ? C'est le peuple soviétique, c'est Staline.

Aucun pays n'a renoncé à ses privilèges en Chine, sinon l'Union soviétique.

Au cours de notre Première Grande Révolution, alors que tous les impérialistes étaient contre nous, seule l'Union soviétique nous a apporté son aide.

Depuis le début de la Guerre de Résistance contre le Japon, aucun gouvernement de pays impérialiste ne nous a véritablement soutenus ; seule l'Union soviétique nous a aidés de son aviation et de son matériel.

N'est-ce pas suffisamment clair ?

Seuls le pays du socialisme, son dirigeant et son peuple, les penseurs, hommes politiques et travailleurs socialistes peuvent apporter une aide réelle à la cause de la libération de la nation chinoise et du peuple chinois ; sans leur aide, notre cause ne saurait remporter la victoire finale.

Staline est le fidèle ami du peuple chinois en lutte pour sa libération. L'amour et le respect du peuple chinois pour Staline, ses sentiments d'amitié pour l'Union soviétique sont profondément sincères, et aucune tentative de semer la discorde, aucun mensonge, aucune calomnie ne saurait les altérer.

(1) Li Lin-fou (VIII^e siècle), premier ministre de l'empereur Hsiuansong de la dynastie des Tang. Feignant la bienveillance, il travaillait secrètement à la perte de tous ceux qui le surpassaient en talent et en réputation, ou qui avaient la faveur de l'empereur. Ses contemporains disaient de lui qu'il avait « du miel sur les lèvres et un poignard caché dans son sein ».

« EVIDEMMENT, LA THEORIE DEVIENT SANS OBJET SI ELLE N'EST PAS RATTACHEE A LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE ; DE MEME, EXACTEMENT, QUE LA PRATIQUE DEVIENT AVEUGLE SI SA VOIE N'EST PAS ECLAIREE PAR LA THEORIE REVOLUTIONNAIRE ».

J. STALINE.

DES DÉPUTÉS FRANÇAIS COMLOTENT CONTRE LA CHINE ROUGE A TAIWAN (Formose)

Selon une information en provenance de Taipei, une délégation parlementaire française conduite par William Jacson, Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, a quitté Taipei hier, après une visite de dix jours au cours desquels elle s'est livrée à des manœuvres contre-révolutionnaires avec la clique tchiangkai-chiste. Cette mission était arrivée le 25 novembre à Taiwan.

William Jacson a attaqué perfidement la République Populaire de Chine et a fait l'éloge de Tchiang Kai-Chek, ce cadavre politique depuis longtemps répudié par le peuple chinois. Il a proclamé que la France et la clique tchiangkai-chiste partageaient « des idéaux identiques », que leur « coopération » devait se renforcer et que les « relations diplomatiques » entre elles « connaîtront encore des jours sereins ». La délégation a eu des entretiens secrets avec Yen Kia-Kan, gros bonnet de cette clique, et avec d'autres encore. A Taiwan, elle a visité des dispositifs militaires et s'est rendue même à l'île Quemoy qui a révélé on ne peut plus clairement son hostilité au peuple chinois.

La délégation rapport-t-on, comprenait des membres de l'U.N.R., parti au pouvoir. Dans une information publiée le lendemain de l'arrivée de la délégation à Taipei, la « Nation », organe de ce parti,

indiquait qu'elle était invitée par le « Gouvernement » de la clique tchiangkai-chiste. De son côté, William Jacson a déclaré, avant de quitter Taipei, qu'il rendrait compte de ses contacts avec la clique tchiangkai-chiste à la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, au Ministre des Affaires Etrangères et au Président de la République.

Ce n'est pas un hasard si le Gouvernement français a incité cette poignée de parlementaires réactionnaire à s'aboucher avec la clique tchiangkai-chiste. Depuis le début de l'année, des militaires et des politiciens réactionnaires français se sont succédés à Taiwan pour s'y livrer à divers manœuvres. Et récemment, la revue « le Monde et la Vie » a publié une photo de Tchiang Kai-Chek, ennemi juré du peuple chinois, et des propos anti-communistes, anti-populaires et contre-révolutionnaires tenus par lui, pour s'opposer ostensiblement au peuple chinois.

La poignée de réactionnaires français qui aspire à collaborer avec la clique tchiangkai-chiste, est à la remorque de l'impérialisme américain dans le complot des « deux Chine » et torpille l'amitié liant les peuples chinois et français, se heurtera à leur opposition résolue et elle ne peut que « soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ».

(Agence Chine Nouvelle).

NOUVELLES DU MONDE EN LUTTE

JAPON

NOUVELLES PROTESTATIONS CONTRE LE TRANSFERT DE MUNITIONS AMERICAINES

8 décembre — selon une information de l'agence de presse Toho, dans les préfectures de Fukuoka et d'Aomori, de nouveaux rassemblements et des manifestations ont eu lieu contre le transfert de munitions par les autorités militaires américaines à leurs bases aériennes de Yokota et de Misawa.

Le 6 décembre, dans l'après-midi, quelque 400 ouvriers et étudiants de la Préfecture de Fukuoka ont participé à un nouveau meeting devant le dépôt de munitions de Yamada. Il y a eu des heurts violents avec la police.

Hier soir, à Misaga, quelque 300 ouvriers et étudiants ont organisé un meeting et une manifestation et se sont vaillamment battus avec la police.

Ce matin, 200 ouvriers et étudiants environ du quartier de Santama, à Tokyo, se sont rassemblés et ont manifesté devant la gare de Haljima des Chemins de Fer Nationaux, près de la base aérienne américaine de Yokota. Ils ont exprimé leur détermination de lutter jusqu'au bout pour le démantèlement des bases militaires américaines et contre le « Traité de Sécurité » nippo-américain.

MALAISIE

LA VOIX DE LA REVOLUTION MALAISIE APPELLE LES PAYSANS A SE JOINDRE A LA LUTTE ARMEE

5 décembre La radio : « La Voix de la Révolution Malaisienne » a diffusé un commentaire et un article dénonçant l'exploitation et l'oppression sauvage des paysans pauvres par l'impérialisme britannique et le régime fantoche Rahman-Razak et les appelant à participer à la lutte armée sous la direction de la classe ouvrière pour la libération complète du Peuple de Malaisie.

Le commentaire souligne qu'en Malaisie la plupart des terres sont concentrées dans les mains de capitalistes monopoleurs étrangers, de propriétaires fonciers féodaux et de capitalistes bureaucratiques compradors du pays. Les paysans n'ont que très peu de terres et vivent dans la plus grande misère.

Sur six millions d'acres de terre arable, quelque deux millions d'acres appartiennent à douze groupes financiers monopolistes britanniques.

Les paysans pauvres doivent donner la moitié et quelquefois les deux tiers de leur récolte aux propriétaires fonciers féodaux. Depuis la publication d'un prétendu « projet d'irrigation » par le régime fantoche, les propriétaires fonciers de la Malaisie septentrionale ont augmenté les rentes de quatre à huit fois.

Les paysans pauvres sont aussi cruellement exploités par les usuriers. Les taux d'intérêt que ces derniers exigent vont de 100 à 250 pour cent. De nombreux paysans sont donc contraints de donner leur terre aux propriétaires fonciers et aux usuriers pour rembourser leurs dettes.

En outre, le régime fantoche les impose très durement et les organismes commerciaux contrôlés par le capital bureaucratique les volent en réduisant les prix du riz. Les souffrances des paysans sont sans fin.

La « Voix de la Révolution Malaisienne » indique encore que la répression si sauvage soit-elle ne peut soumettre les paysans. Au contraire, la lutte des paysans est en plein essor.

C'est seulement en prenant les armes et en menant une guerre populaire sous la direction de la classe ouvrière que les paysans pourront renverser la clique fasciste de Rhaman-Razak, reprendre leurs terres et complètement s'émanciper.

LAOS

NOUVELLES VICTOIRES DES FORCES ARMEES PATRIOTIQUES ET DU PEUPLE LAOS DANS LA PROVINCE DE XIANG KHOANG

9 décembre — La radio du Pathet Lao rapporte que, le 28 novembre, les forces armées patriotiques et la population de la province de Xieng Khoang ont, au cours d'une offensive lancée contre l'ennemi à Ban Khai, tué 50 soldats ennemis et saisi quantité d'armes et de munitions.

Cette victoire suit celle remportée dans cette même province quand les forces armées patriotiques et la population ont mis hors de combat 75 soldats ennemis en trois jours, les 18, 19 et 20 novembre.

Après ces coups sévères, l'ennemi a abandonné les monts de Phou Kheum et l'ensemble de la région est actuellement sous contrôle des forces armées patriotiques et de la population.

Une autre information indique que les forces armées patriotiques et la population de la province de Savannakhet ont, le 24 novembre, au cours d'une contre-attaque lancée dans la région de Ta Leo, mis hors de combat quelque 70 soldats ennemis, détruit deux tanks et abattu un hélicoptère américain.

NOUVELLES VICTOIRES DES GUERRILLEROS PALESTINIENS

Le Caire, 9 décembre — La radio de l'organisation de Libération de la Palestine, la « Voix de la Palestine », a rapporté hier soir que, entre le 1^{er} et le 7 décembre, les guerilleros palestiniens, dirigés par le commandement de la lutte armée palestinienne, ont effectué 164 opérations, infligeant de lourdes pertes aux troupes d'agression israéliennes.

Au cours des combats, les guerilleros palestiniens ont tué 86 agresseurs et donné de rudes coups aux unités motorisées de l'ennemi.

Les guerilleros palestiniens ont aussi détruit ou endommagé 42 tanks ennemis et autres véhicules militaires. Ils ont attaqué 57 postes et casernes ennemis, une gare dans la bande de Gaza et 10 positions d'artillerie.

CONTRATS DE PROGRÈS CONTRATS DE MISÈRE !



« Aujourd'hui, s'est produite une révolution et cela sans que le sang coule », déclarait Chaban-Delmas après la signature par les directions syndicales C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et les cadres de la convention sociale de l'E.D.F. baptisée « contrat de progrès ».

Le premier ministre et Pompidou dans son discours de lundi peuvent se féliciter et crier victoire ; en signant ce contrat, les syndicats se sont engagés à maintenir la paix sociale.

Avec sa démagogie habituelle, la C.F.D.T. peut crier sur tous les toits devant la réaction indignée de sa base, que ce contrat, dans son esprit, loin de « relever d'une prétendue politique de paix sociale n'est qu'une étape dans les luttes qui convergent dans le sens d'une remise en cause de la société capitaliste » ; la réalité, c'est qu'avec F.O., dont le rôle de jaune n'est plus à prouver, la C.F.D.T. a offert à l'Etat des monopoles des armes nouvelles contre les travailleurs.

Pendant les trois ans pour lesquels il est signé, aucune grève portant sur les salaires ne pourra avoir lieu ; par ailleurs un préavis de trois mois doit être déposé en cas de remise en cause du contrat par un syndicat, et avant toute grève. En somme, ce sont les syndicats signataires du contrat qui s'engagent à veiller à ce qu'il n'y ait pas de grève, à ce que règne la paix sociale pendant la durée du contrat ! Et cela en échange de quoi ? « En échange d'un bon programme d'austérité » pour les travailleurs !

En effet, les salaires sont liés à la progression de la production générale de l'économie française ainsi qu'à la progression des résultats de l'entreprise. C'est-à-dire que si le système capitaliste va bien, alors les ouvriers auront quelques miettes (qui d'ailleurs ne compensent pas les hausses de prix) ; mais si par contre l'économie capitaliste va mal, et bien les salaires stagneront !

De manière générale, c'est une trahison d'accepter que les salaires n'augmentent que lorsque les patrons font de bonnes affaires ; mais c'est une trahison encore plus grande de signer un tel contrat quand on sait pertinemment que l'économie capitaliste française est à la veille d'une très grave crise. C'est accepter par avance que s'il y a stagnation ou récession, les salaires seront bloqués.

Ce type de contrat existe depuis de nombreuses années en Suède et en Allemagne. Il a permis aux syndicats réformistes de ces pays d'obtenir des pouvoirs énormes de l'Etat, de se transformer en mafias toutes puissantes chargées de faire régner l'ordre dans la classe ouvrière.

Mais la classe ouvrière allemande, et aujourd'hui suédoise, comme en témoigne la vague actuelle des grèves sauvages en Suède, par des grèves illégales (aux yeux des syndicats) parties de la base rejettent de plus en plus les contrats de misère qui leurs sont imposés.

Et dans notre pays, la classe ouvrière n'est pas prête à remettre au musée des vieilleries son arme de classe, la grève.

C'est bien ce que sent la direction de

la C.G.T. qui, après avoir laissé entendre par la bouche de Pauwels, responsable C.G.T. de l'E.D.F. « qu'il n'était pas impossible qu'elle signe le contrat, « fait maintenant quelques pas en arrière, insiste sur les aspects négatifs du contrat et fait traîner les choses en longueur en organisant une soit disant consultation démocratique de sa base.

C'est que la direction de la C.G.T. a été mise au pied du mur par le gouvernement.

D'un côté, ce type de contrat est tout à fait ce à quoi elle aspire ; il peut couvrir des années de patients efforts faits pour remplacer systématiquement la lutte de classe par des négociations au sommet du genre Grenelle, accord sur la sécurité « de l'emploi, etc...).

Mais d'un autre côté, le gouvernement a brusqué les choses un peu trop en présentant cet accord de manière un peu trop voyante comme étant un contrat de paix sociale et une limitation du droit de grève, car la direction de la C.G.T. ne peut continuer à garder de l'influence dans la classe ouvrière qu'en masquant sa politique de collaboration de classe le plus possible.

En feignant de consulter la base, la direction de la C.G.T. tâte le terrain, sonde les réactions de sa base. Il est possible qu'elle demande des « avantages » supplémentaires en échange de sa signature ; il est possible que devant les réactions trop vives de la base elle refuse finalement sa signature.

Toujours est-il qu'en insinuant qu'il y a des aspects positifs dans le contrat, en ne le dénonçant pas comme un accord réactionnaire et, dans la situation présente, un ballon d'oxygène pour le capitalisme, la direction de la C.G.T. sème le doute dans la classe ouvrière et laisse sans directive de combat la classe ouvrière.

L'offensive des contrats de progrès ne fait que commencer. Comme l'a annoncé le gouvernement, si ça marche à l'E.D.F., on étendra la procédure à tout le secteur nationalisé et, plus tard, à toutes les entreprises. Les contrats de progrès constituent une pièce maîtresse afin de domestiquer la classe ouvrière, la surexploiter en toute « tranquillité » et faire face aux difficultés accrues qui s'annoncent pour l'économie capitaliste.

Collaboration ou lutte de classe ? Contrats de misère ou lutte à la base pour les revendications immédiates des travailleurs, l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie et de travail ?

L'offensive du capital contre les conditions de vie de masses va se faire de plus en plus dure, faisant apparaître de plus en plus clairement le rôle joué par les révisionnistes de la direction de la C.G.T. : en parole ils prétendent lutter pour l'amélioration des conditions de vie de masses, mais dans les faits ne le font pas. Au premier rang dans la lutte contre le capital pour les besoins fondamentaux des masses, les marxistes-léninistes gagneront pas à pas la confiance des masses et pas à pas sauront les arracher à l'influence contre-révolutionnaire des dirigeants de la C.G.T.



LE F. N. L. A 9 ANS !

Le Front National de Libération du Sud-Vietnam a 9 ans. A l'heure où le F.N.L. va de victoire en victoire, il est utile de rappeler sa naissance. La situation au Sud-Vietnam en 1960 était la suivante :

La clique U.S. — Diem ne pouvait plus régner en souverains absolus parce que le peuple ne voulait plus prolonger l'esclavage. Le moment était mûr pour la formation d'une organisation révolutionnaire capable d'unir toutes les forces patriotiques et progressistes en vue de réaliser les aspirations profondes du peuple sud-vietnamien : renversement du pouvoir fantoche pro-américain, libération du Sud-Vietnam de la domination de l'impérialisme américain, réalisation de l'indépendance, de la démocratie, de la paix, de la neutralité, progression vers la réunification pacifique de la nation.

Le 20 décembre 1960, les représentants des ouvriers, des paysans, des forces armées du peuple, des intellectuels, des commerçants, des industriels, des religions et des nationalités ont fondé le Front National de Libération du Sud-Vietnam.

Le Front a aussitôt rendu publics un Manifeste et un Programme politique en dix points.

Répondant aux aspirations les plus chères de toutes les couches populaires de la campagne et de la cité, il a été accueilli avec enthousiasme. Il a reçu l'adhésion de nombreuses organisations et partis patriotiques. Il s'est élargi sans cesse dans la lutte contre l'agression américaine, pour le salut national. Il a consolidé ses bases dans les masses, coordonné son action avec un grand nombre de forces politiques et religieuses et gagné à sa cause des commerçants, des industriels et des militaires fantoches. *Sous la bannière du F.N.L., le peuple*

et les Forces Armées de Libération ont mené une héroïque lutte révolutionnaire. Combinant la lutte politique avec la lutte armée, ils ont marché de victoire en victoire.

En fait, après plusieurs années de lutte, le F.N.L. exerce les fonctions d'un véritable Etat sur les 4/5 du territoire sud-vietnamien. Il assure la sécurité à la population, organise une économie et une culture nationales en dépit des efforts de destruction de l'ennemi. Ces revers militaires U.S.-fantoche malgré la mise en œuvre d'une gigantesque machine de guerre prouvent que le Front s'est doté d'une force invincible parce qu'il a su prendre profondément racine dans le peuple. *Toutes les forces nationales véritables se sont groupées sous sa direction.*

Il est naturel que le F.N.L. soit devenu le représentant authentique du peuple sud-vietnamien.

Plus que jamais et avec la création du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam, le F.N.L. marche vers la victoire. Plus que jamais, il mène avec clairvoyance la guerre populaire prolongée, comptant avant tout sur ses propres forces et aussi sur le grand arrière qu'est la Chine Rouge ; cette voie le mènera infailliblement à la victoire.

Nous, marxistes léninistes de France, saluons le 9^e anniversaire du F.N.L. et assurons nos camarades vietnamiens de notre soutien militant constant pour leur juste lutte notamment à l'heure actuelle où Nixon multiplie les discours trompeurs avec ses farces de vietnamisation et de « retrait des troupes ».

« F.N.L. Vaincra », ce mot d'ordre nous l'avons crié des milliers de fois depuis des années et nous le crions aujourd'hui encore, avec encore plus de force et de confiance.

F. N. L. VAINCRA !